

les diplômés



Numéro 371

Automne 1990

La revue des Diplômés de l'Université de Montréal / 2,00 \$

DOSSIERS

La récupération
des déchets

Où va le marché
de l'habitation ?

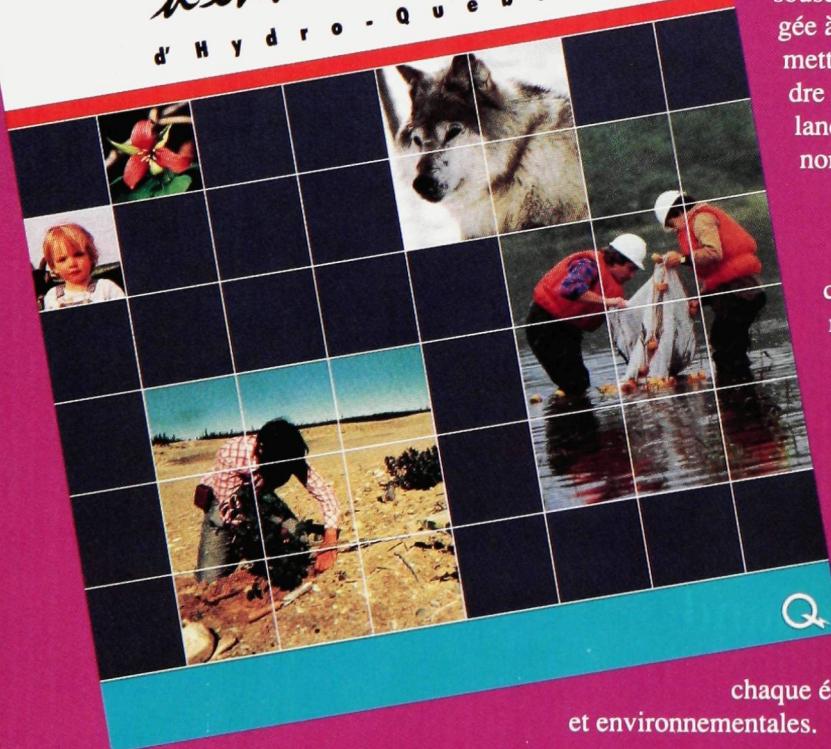
ENTREVUES

De Montigny Marchand

Olivette Genest

L'ENVIRONNEMENT, UNE QUESTION DE BONS SENS ET DE RESPONSABILITÉ

POLITIQUE
d'environnement
d'Hydro-Québec



Depuis près de 20 ans, Hydro-Québec se préoccupe activement de l'incidence de ses activités sur les milieux humain et naturel. C'est ainsi qu'elle a adopté sa Politique d'environnement en 1984, et adhéré en 1988 au concept de développement durable avancé par la Commission mondiale sur l'environnement. En souscrivant à ce concept, Hydro-Québec s'est engagée à répondre aux besoins présents sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. C'est dans cette optique qu'elle a lancé cette année un important programme d'économie d'énergie.

En fait, la préoccupation environnementale d'Hydro-Québec s'étend de la planification, la conception et la construction des équipements requis pour répondre à la croissance de la demande jusqu'à l'exploitation des équipements existants. De façon à assurer le développement des ressources hydroélectriques du Québec en harmonie avec l'environnement, l'entreprise réalise des études d'impact rigoureuses, applique des mesures d'atténuation et exécute ses projets en concertation avec les communautés concernées. C'est ainsi que chaque projet est soumis à un processus d'étude et de réalisation qui permet de tenir compte, à

chaque étape, des dimensions techniques, économiques et environnementales.

De plus, Hydro-Québec considère que la formation et la sensibilisation de son personnel à la dimension environnementale sont des voies privilégiées pour assurer l'application de la Politique d'environnement de l'entreprise. C'est pourquoi elle réalise des programmes de formation et de sensibilisation de son personnel ayant pour objectif d'intégrer les préoccupations environnementales dans le quotidien de ses activités.

À HYDRO-QUÉBEC, PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT C'EST TOUT NATUREL



Sommaire

les diplômés

Conseil d'administration des Diplômés de l'Université de Montréal

Louis Cyr, président
 Christian Tremblay, premier vice-président
 Marie Deschamps, vice-présidente (revue)
 Danielle Dansereau, vice-présidente (finances)
 Robert Théroux, vice-président (développement)
 Manon Dufresne-Dupras, administratrice
 Marie-Claire Hélie, administratrice
 Marie-Claude Gévy, administratrice
 Jo-Anne L'Heureux-Giguère, administratrice
 Jacques Gaumond, administrateur
 Bernard Grégoire, administrateur et représentant de l'Université de Montréal
 Danielle Melanson, présidente sortante

Secrétaire général

Michel Saint-Laurent

Représentants des diplômés au Conseil de l'U. de M.

Marie Deschamps
 André Paquette

La revue des diplômés de l'Université de Montréal

Numéro 371, automne 1990
 Date de parution: septembre 1990

Délégués du Conseil d'administration

Marie Deschamps
 Danielle Dansereau
 Jo-Anne L'Heureux-Giguère
 Michel Saint-Laurent

Rédacteur en chef

Ronald Prigent, Direction des communications de l'U. de M.

Rédacteur en chef adjoint

Daniel Baril, Direction des communications de l'U. de M.

Collaboration

Josée Gauthier, François Goulet, Claude Lamarche, Hugues Moisan, Jean-Pierre Panet, Alain Sauriol

Graphisme

Pierre E. Vincent

Photographies

Page couverture: Publiphoto
 Bernard Lambert, Direction des communications de l'U. de M.

Impression

Interlitho Inc.

Publicité

Carole Gauthier Soumis (responsable)
(514) 343-6230

ISSN 0228-9636
 Dépôt légal D-6880028.
 Bibliothèque nationale du Québec
 Publiée quatre fois l'an

Tirage 87 000

Siège social

3750, rue Jean-Brillant
 Bureau 410
 Montréal (Québec)
 H3T 1P1
 (514) 343-6230
 Prix d'un numéro: 2\$
 Abonnement annuel: 6\$
 À l'étranger: 8\$

Courrier de 2e classe

Enregistrement n° 6545

Les auteurs des articles publiés dans *Les Diplômés* conservent l'entière responsabilité de leurs opinions.

Toute reproduction est autorisée à condition de mentionner la source et les auteurs.

Notre prochain numéro

- les biotechnologies
- les télécommunications

Vos commentaires sur la revue sont bienvenus. Écrivez-nous.

2 Message du président

dossiers

3 Environnement et habitation

Où logerons-nous en attendant la fin du monde?

4 La poubelle aux œufs d'or

Comment se défaire de 1 220 600 tonnes métriques de déchets par année? La Ville de Montréal tente plusieurs expériences de recyclage pour solutionner le problème et en tirer profit.

9 L'élimination des déchets dangereux: pas dans ma cour!

Tout le monde s'entend: il faut éliminer, recycler ou neutraliser les déchets dangereux. Mais comment et où? Sûrement pas dans ma cour...

15 Se loger à Montréal

Avec une population composée aux trois quarts de locataires, Montréal entend favoriser l'appropriation de l'habitat par ses résidents.

18 Où va le marché de l'habitation?

Le prix de l'habitation se dirige-t-il vers une hausse ou une baisse? L'analyse de l'ensemble des facteurs indique qu'une diminution des prix semble quasi-impossible.

22 Une contribution majeure à l'architecture montréalaise; Ernest Cormier et l'Université de Montréal

entrevues

23 De Montigny Marchand

Un « élu du gouvernement », qui fait preuve d'un dévouement total à son pays.

25 Olivette Genest défricheuse de la première heure

Pionnière de la *théologie au féminin*, Olivette Genest voit dans l'exégèse un moyen de décapier une éducation chrétienne parfois opprimante.

28 Vie de l'Association

36 Carnet

39 Diplômés-auteurs

40 Réussir ensemble

message du président

Nous, les diplômés de l'Université de Montréal

C'est, avant tout, avec un grand sentiment de fierté que j'ai accepté de présider l'Association des diplômés au cours de la prochaine année. Ce mandat représente pour moi un défi stimulant que j'entreprends de relever avec beaucoup de confiance.

Pour ce faire, je sais que je pourrai compter sur l'enthousiasme et l'expérience de la nouvelle équipe d'administrateurs (voir pages 28-29), où se retrouvent à la fois des « anciens » et des « nouveaux » élus. Je suis convaincu qu'ensemble, nous saurons faire de l'année qui vient une période profitable pour les diplômés, pour leur Association et pour l'Université de Montréal.

Un rôle crucial

L'une des raisons pour lesquelles j'ai accepté ce mandat, c'est que je crois en l'importance du rôle social de l'Université de Montréal et en la nécessité pour nous, ses diplômés, de l'appuyer



dans ses efforts pour devenir une grande université nord-américaine.

Parler du rôle crucial que notre Université jouera pour bâtir le Québec de l'an 2000, ce n'est pas, selon moi, se gargariser de mots creux. Comme société, nous aurons en effet absolument besoin des chercheurs et des professeurs de l'Université de Montréal.

Nous aurons besoin d'eux pour relever les défis de l'environnement (voir notre dossier dans ce numéro), du vieillissement de la population, des

manipulations génétiques, du système de santé, de la globalisation des marchés, etc. Nous aurons aussi besoin d'eux pour fournir une relève compétente qui, demain, fera fonctionner efficacement les multiples rouages essentiels de notre société.

Je crois donc que l'on peut affirmer, sans exagérer, que meilleure sera l'Université de Montréal, meilleures seront nos chances et celles de nos enfants de vivre dans une société plus humaine, plus juste et plus prospère.

J'ajoute du même coup que nous pouvons, nous les diplômés, jouer un rôle actif et soutenir les efforts de l'Université de Montréal pour se hisser au rang des grandes universités nord-américaines au cours des prochaines années.

Comment? Bien sûr, nous pourrions répondre favorablement à la campagne de souscription que l'Université lancera cet automne. Mais nous pouvons aussi, dès maintenant et dans les années à venir, devenir des ambassadeurs de l'Université de

Montréal auprès de notre famille, de nos amis et dans nos milieux de travail. Ne sommes-nous pas les mieux préparés pour relayer le message de l'Université et le mieux faire connaître autour de nous?

Activités à venir

L'Association organise trois activités cet automne. D'abord, le 18 septembre, nous soulignons le 50^e anniversaire de promotion de diplômés de 1940. Ensuite, le 19 octobre, les diplômés de la région de Sherbrooke sont invités à une Soirée de retrouvailles. Enfin, le 2 novembre, tous les diplômés sont conviés à la Soirée annuelle au cours de laquelle on honorera tout particulièrement les diplômés de 1965.

Je vous invite donc chaleureusement à participer à ces trois événements.

Le président,
Louis Cyr
Informatique 1973
H.E.C. 1977

Votre entreprise ne s'affiche pas assez?

Qu'à cela ne tienne!

Votre revue

LES DIPLOMÉS

vous offre la possibilité d'être connu et reconnu par plus de **87,000** lecteurs, des professionnels, des gens d'affaires...

Quatre numéros par année

Tarif carte d'affaires

pour 1 numéros : **250.00\$**

pour 4 numéros : **840.00\$**

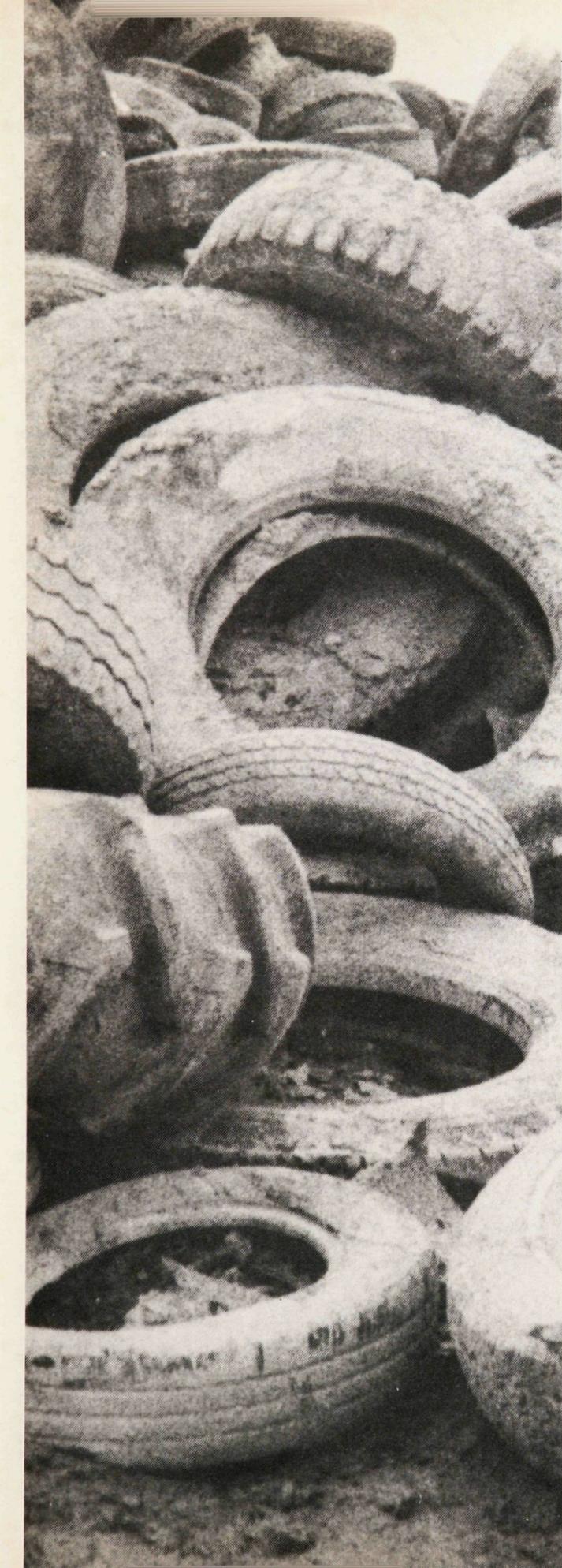
Contactez

Carole Gauthier-Soumis

Responsable de la publicité

343-6230

les diplômés



DOSSIERS: ENVIRONNEMENT ET HABITATION

Où logerons-nous en attendant la fin du monde ?

Pluies acides, effet de serre, couche d'ozone, Tchernobyl et Saint-Amable... les catastrophes environnementales planent au-dessus de nos têtes.

Nos savantissimes scientifiques tentent de leur côté de mesurer si le niveau des océans monte, si la calotte polaire recule et si les déserts avancent... Rien de bien rassurant. Alors que les controverses autour de ces hypothèses apocalyptiques connaissent sans cesse de nouveaux rebondissements, une chose demeure certaine : nos villes croupissent sous les déchets.

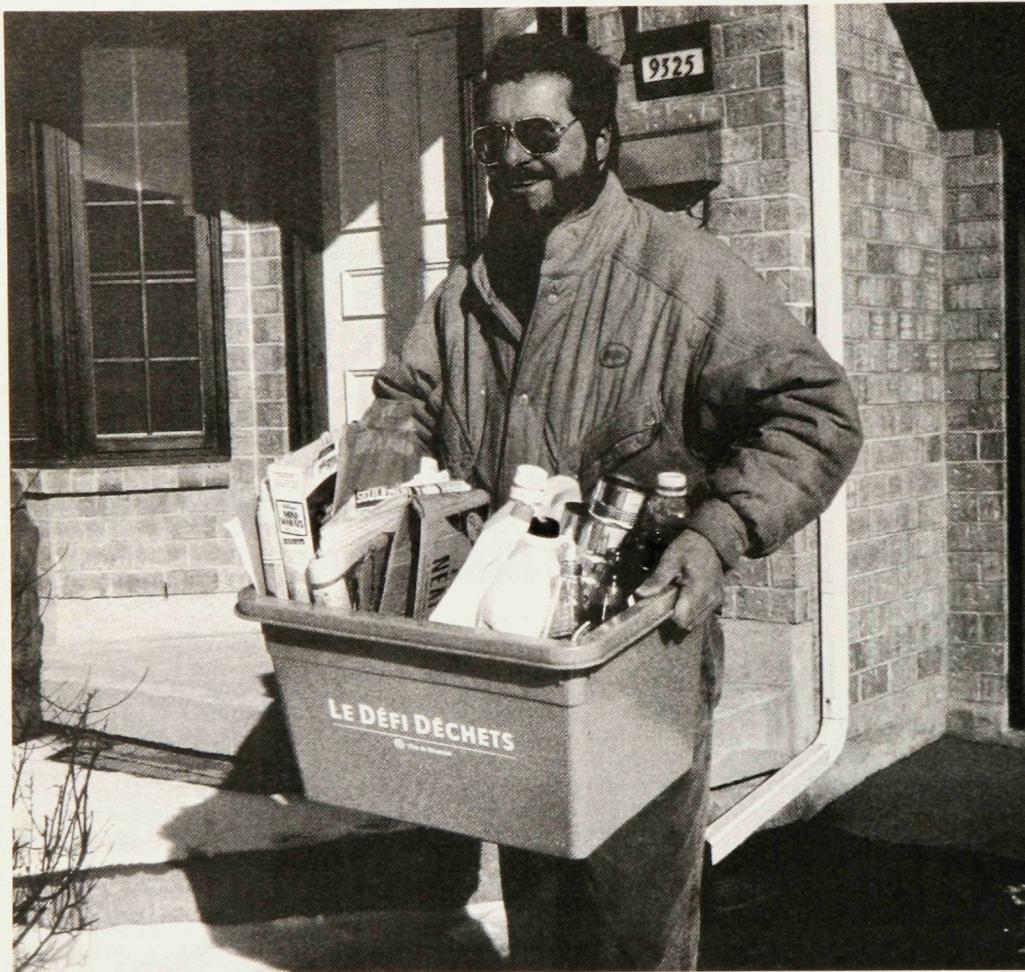
Face à cette réalité, les corps publics et les simples citoyens ont tous un rôle à jouer. L'heure est à la récupération et au recyclage. Plus de 85% du contenu de nos poubelles domestiques pourrait d'ailleurs être recyclé. À la Ville de Montréal, on a décidé de prendre le virage vert.

Les déchets dangereux posent par contre plus de problèmes d'élimination. Comme personne n'en veut dans sa cour, la solution passe davantage par une modification de nos habitudes de vie que par le salut technologique. C'est du moins ce qu'on peut conclure des deux articles que nous vous présentons sur ces questions.

Mais en attendant la fin du monde, il faudra bien continuer à se loger. Là aussi on frise la catastrophe. Tout indique que le prix des maisons et les dépenses de logement continueront à grimper alors que les gouvernements diminuent leurs contributions au logement social.

C'est dans ce contexte que la Ville de Montréal rendait publique récemment sa politique d'habitation que nous vous présentons dans notre deuxième dossier. Une politique aux objectifs louables qui, espérons-le, ne sera pas compromise par un hiver nucléaire...

Daniel Baril



L'expérience de collecte sélective reçoit une réponse très favorable de la population. 200 tonnes de matières recyclables sont ainsi récupérées chaque semaine.

La Ville de Montréal, qui produit près de 20% des déchets du Québec, est à la recherche de nouvelles solutions pour la gestion de ses déchets. Devant l'échéance de la fermeture de ses sites d'enfouissement, elle doit concevoir un plan de gestion intégrée pour les 20 prochaines années.

La situation à Montréal

L'enlèvement et le transport des déchets, comme tous les travaux de nettoyage de la voie publique à Montréal, remontent au début du 18^e siècle. C'est ainsi, par exemple, qu'en vertu d'une ordonnance en date du 22 mars 1715, le lieutenant général Jacques Alexis de Fleury enjoignait les habitants d'entretenir les trottoirs longeant leurs maisons, de ramasser les boues et les immondices des rues et de les faire transporter hors de la ville.

Depuis cette date, la situation a bien changé. De Fleury serait bien surpris d'apprendre qu'en 1990, la Ville de Montréal a une population de 1 015 000 personnes qui produit plus de 1 220 600 tonnes métriques de déchets annuellement soit un volume équivalant à deux fois le Stade olympique.

La quasi-totalité des déchets de la région métropolitaine est éliminée actuellement sur le territoire de la Ville de Montréal. Montréal possède et gère trois principales infrastructures pour la gestion de ces déchets: le Centre de tri et d'élimination (Miron), le site d'enfouissement de Rivière-des-Prairies et l'incinérateur des Carrières.

Le Centre de tri et d'élimination des déchets (résidentiels, commerciaux et industriels) en provenance des 29 municipalités de l'île de Montréal, de Laval et de 30 municipalités de la Rive-Sud.

Le site reçoit annuellement environ 1,3 million de tonnes de déchets et de matériaux d'excavation. Le taux d'enfouissement est actuellement de 19,50\$ la tonne métrique. La fermeture du centre de tri et d'élimination est prévue pour 1994.

Principalement utilisé pour

La poubelle aux oeufs d'or

Comment se défaire de 1 220 600 tonnes métriques de déchets par année? La Ville de Montréal tente plusieurs expériences de recyclage pour solutionner le problème et en tirer profit.

Jean-Pierre Panet

Depuis dix ans, plus de 80% des sites d'enfouissement ont fermé leurs portes en Amérique du Nord. Les administrations municipales sont confrontées avec un problème de taille car il ne s'agit plus seulement de trouver un site pour enfouir les déchets ou pour les incinérer. Nous devons tenir compte des nouvelles approches qui consistent à favoriser la réduction, le réemploi, la récupération, le recyclage et la valorisation des déchets.

Le déchet est maintenant une ressource économique et il

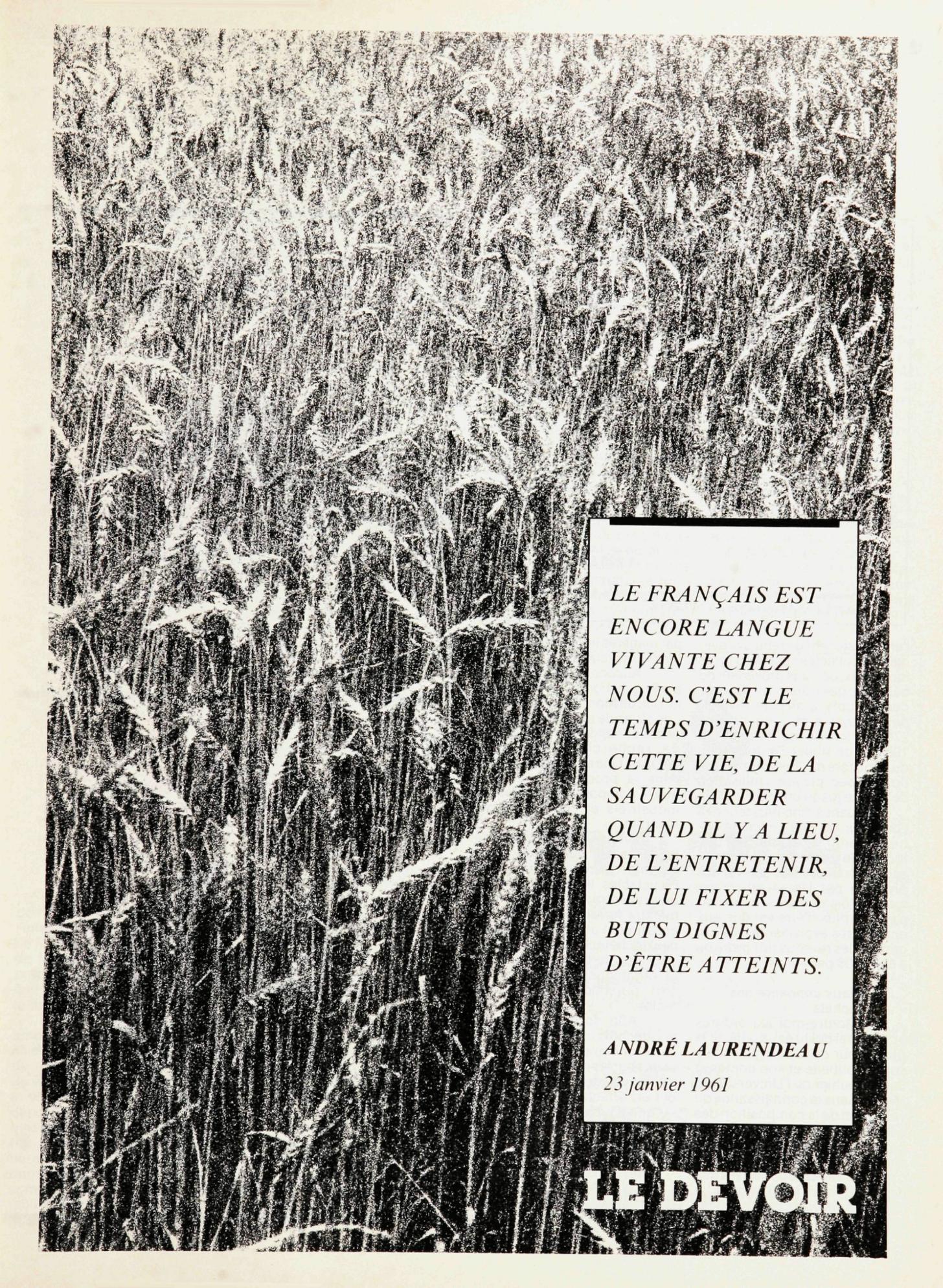
n'est plus question de s'en débarrasser purement et simplement comme on le faisait auparavant.

Certaines villes ont déjà trouvé des solutions adaptées à leurs besoins. New York a créé la pyramide-poubelle de Fresh Kill qui s'élèvera sur le grand dépotier de Staten Island, l'île située au sud de Manhattan. Et comme New York ne craint pas la mégalomanie, cette pyramide atteindra 154 mètres de hauteur, soit huit mètres de plus que Kheops à Guizeh.

Au Caire, traditionnelle-

ment, ce sont les zaballines qui ramassent les ordures puis les trient en plusieurs catégories pour les vendre. On fait des sandales avec les vieux pneus et des équipements de cuisine avec les boîtes de conserves.

Au Japon, de petits entrepreneurs que l'on appelle les «chirigami kokan» (échangeurs de papier de toilette) collectent le carton, les revues, les journaux et les échantillons de papier de toilette... À Paris, le métro fonctionne avec de l'électricité produite par l'incinération des déchets.



*LE FRANÇAIS EST
ENCORE LANGUE
VIVANTE CHEZ
NOUS. C'EST LE
TEMPS D'ENRICHIR
CETTE VIE, DE LA
SAUVEGARDER
QUAND IL Y A LIEU,
DE L'ENTRETENIR,
DE LUI FIXER DES
BUTS DIGNES
D'ÊTRE ATTEINTS.*

ANDRÉ LAURENDEAU

23 janvier 1961

LE DEVOIR

Production de déchets à Montréal en tonnes métriques (1989)*

Catégories	Poids	%
Déchets domestiques (le sac vert)	420 000	34,4%
Gros morceaux	121 000	10,0%
Industriels et commerciaux	366 300	30,0%
Déchets municipaux	16 800	1,4%
Cendres et boues de l'incinérateur	100 000	8,2%
Pneus	6 000	0,5%
Déchets de démolition	190 500	15,5%
Total	1 220 600tm	100%

* Cette valeur exclut les déchets dangereux évalués à 50 000tm et les matériaux d'excavation à 1 100 000tm.

l'enfouissement de rebuts provenant de collectes spéciales (gros morceaux, déchets provenant du balayage des rues, matériaux de démolition), le site de Rivières-Prairies a reçu quant à lui 270 000 tonnes de déchets en 1989. Le certificat d'autorisation du ministère de l'Environnement du Québec prévoit l'utilisation de ce site jusqu'en 1992.

Quant à l'incinérateur des Carrières, la Ville y élimine annuellement près de 300 000 tonnes de déchets provenant du secteur résidentiel. La vapeur produite par l'incinération alimente trois complexes municipaux en plus d'être vendue aux entreprises avoisinantes, ce qui génère des revenus de l'ordre de 3 000 000\$ par année.

Mieux connaître nos déchets

«Montre-moi tes ordures et je saurai qui tu es» a déjà dit le professeur de rudologie (étude sur la poubelle et son contenu) Jean Gouhier de l'Université du Maine. Sans la connaissance du volume et de la composition des déchets produits, il n'est pas possible d'élaborer aucun plan d'action. La quantité de déchets produits par catégories permet de déterminer, par exemple, la capacité des infrastructures requises alors que la composition

par matières indiquera les objectifs de recyclage.

Aucune étude ne répondait à ces questions. C'est pourquoi la Ville de Montréal a commandé une étude de caractérisation des déchets résidentiels au groupe de recherche GRAIGE de l'UQAM. Une autre étude a déterminé la production de même que la composition des déchets industriels et commerciaux à Montréal.

Un examen rapide du tableau et des figures démontre que les matières potentiellement recyclables telles le papier, le bois, le verre, le plastique et les métaux ferreux et non ferreux constituent une part importante des déchets. Les résidus de jardins, les matières putrescibles et organiques sont, pour leur part, potentiellement compostables.

Afin de mieux connaître les déchets, leurs impacts sur l'environnement ou les débouchés pour les matières provenant du recyclage, d'autres études ont été effectuées:

- une étude sur les marchés donne les débouchés potentiels pour les matières récupérées (telles le verre, le papier, le métal, etc.) provenant de la collecte sélective;
- une étude portant sur la perception des sites d'enfouis-

FIGURE 1
Composition moyenne des déchets
résidentiels à Montréal, 1989

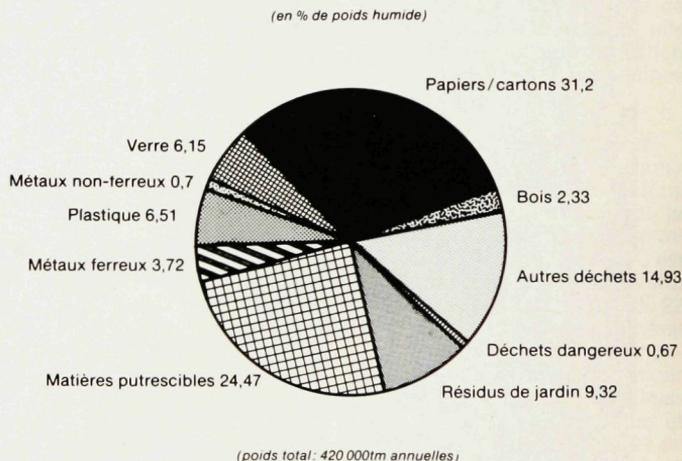
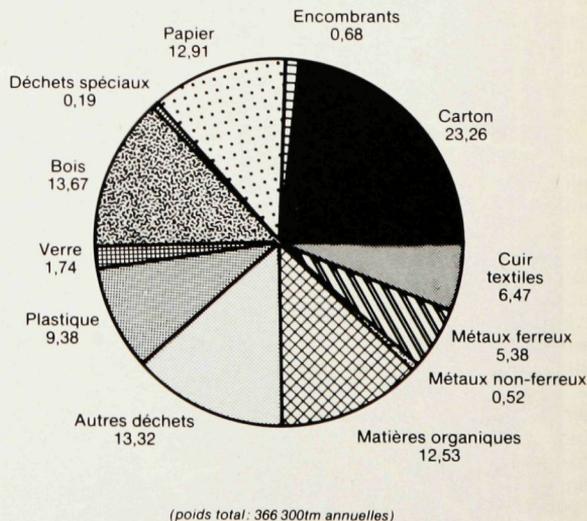
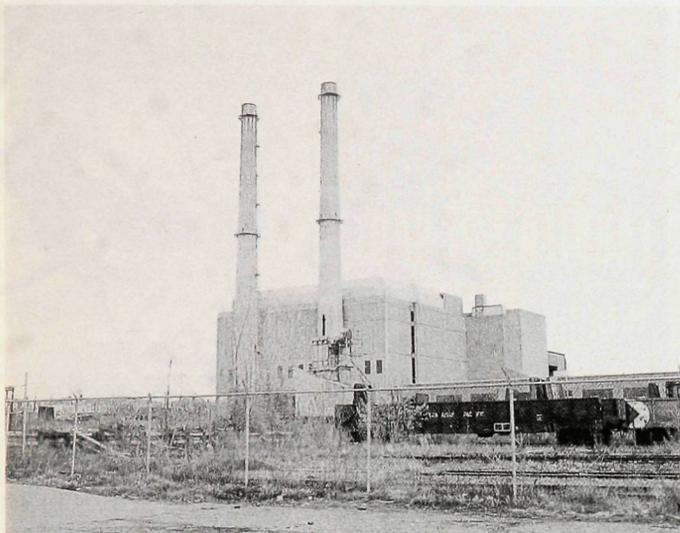


FIGURE 2
Composition des déchets commerciaux
et industriels en % de poids





300 000 tonnes de déchets sont éliminées chaque année à l'incinérateur des Carrières qui alimente en énergie plusieurs entreprises avoisinantes.

Ville de Montréal

sement et de l'incinérateur de la Ville de Montréal nous a permis d'évaluer, dans le contexte montréalais, les impacts des infrastructures actuelles et futures;

- une étude de localisation des dépôts sauvages a évalué l'ampleur du phénomène;
- une étude de localisation a pour but d'identifier les sites potentiels des nouvelles infrastructures, tels un site d'enfouissement, un centre de tri et de recyclage, un incinérateur et un centre de transbordement.

La collecte sélective

Le plan de gestion intégrée doit prévoir des solutions pour l'ensemble des déchets. La Ville de Montréal a choisi d'instaurer de façon progressive certaines pratiques et d'en évaluer la réceptivité de la part de la population.

La Ville de Montréal a ainsi amorcé, à l'été 1989, la collecte sélective. Elle offre un service de récupération hebdomadaire du verre, du plastique, du papier et du métal à 35 000 familles qui déposent leurs matières recyclables dans les bacs de récupération. Plus de 200 tonnes de matières sont ainsi ramassées hebdomadairement. En poids, la composition de ces matières s'établit comme suit: 75% de papier (principalement le papier jour-

nal); 18% de verre (bouteilles); 4% de métaux ferreux (boîtes de conserves); 1% de métaux non ferreux (aluminium); 2% de plastique (contenants).

Les produits de la collecte sélective sont acheminés au Centre de tri situé à l'ancienne carrière Miron où la Ville a confié à l'entreprise privée, depuis avril 90, le soin de traiter ces matières recyclables. La réceptivité de la population à l'égard de ce projet est excellente. Nous prévoyons étendre cette pratique à l'ensemble de la ville au cours des prochaines années.

La Ville de Montréal a aussi implanté plus de 60 points de dépôts où les citoyens peuvent apporter le papier et le verre. Bien que fréquente en Europe, cette méthode de dépôts des matières recyclables est une première en Amérique du Nord.

Par ailleurs, la Ville de Montréal effectue, en collaboration avec l'organisme «Les jeunes récupérateurs», une collecte sélective des papiers fins dans ses bureaux. Les employés de la Ville déposent dans les barils prévus à cette fin leurs papiers fins. Cette catégorie de papier a un excellent marché (on paie plus de 400\$ la tm) et une campagne d'information auprès des entreprises de la Ville est actuellement effectuée afin qu'elles adoptent ce mode de gestion des déchets.

La Ville achète également des papiers et cartons produits à partir de matières recyclées. Ceci dans le but de développer les marchés pour les matières secondaires provenant de collectes sélectives.

Le compostage

La Ville de Montréal a entrepris, à l'automne 1989, un projet pilote de compostage des feuilles ramassées dans certains parcs et en bordure des rues. Le but de cette expérience est de vérifier la faisabilité d'un tel projet en milieu urbain.

Les feuilles sont compostées par la formation d'andains que nous retournons régulièrement. Plus de 1 900 tm de feuilles ont été compostées à notre site situé au CTED (Miron). Le compost produit servira aux usages municipaux. Les résultats encourageants de cette première

expérience pourraient nous conduire à étendre cette pratique à tous les résidus verts de la ville.

La Ville de Montréal a également distribué aux citoyens, en mai 1990, 400 composteurs domestiques dans quatre quartiers pilotes. Le composteur domestique est un appareil que le citoyen installe dans son jardin et qui peut contenir environ un mètre cube de matières putrescibles (fruits, légumes, coquilles d'œufs, marc de café et autres). Près de 35% du sac vert peut y être composté.

Les avantages du compostage domestique sont nombreux: on économise les coûts de collecte, de transport et de traitement de ces matières. Le compost ainsi produit est utilisé par le citoyen pour ses besoins. Cette méthode très écologique permet aux citoyens de poser un geste concret pour protéger leur environnement.



1801, ave McGill College, bureau 830,
Montréal (Québec) Canada H3A 2N4
Tél.: (514) 288-1833 / Téléc.: 052-67671
Télécopieur : (514) 844-8987

Le partenaire
québécois
de votre
environnement



Le Centre de tri et d'élimination des déchets de l'ancienne carrière Miron reçoit, en moyenne, 1 300 camions de déchets par jour!

Cette expérience est une première au Québec et les résultats sont suivis avec intérêt.

Collecte de déchets domestiques dangereux

Depuis deux ans, la Ville de Montréal, en collaboration avec la CUM, organise sur son territoire une collecte annuelle de déchets domestiques dangereux tels les batteries, les huiles usées, les solvants, les peintures, et autres produits pouvant être dangereux pour la personne ou l'environnement.

Ce projet connaît une participation de plus en plus grande. On envisage actuellement différentes avenues de récupération de ces produits telles, par exemple, l'établissement de centres permanents pour la collecte de ces déchets. La peinture, qui représente plus de 50% des déchets domestiques dangereux, ainsi que les solvants (15%) et les huiles usées (15%) sont recyclés.

Dès le début 1991, la Ville de Montréal proposera, dans le cadre d'une consultation publique, de nouvelles approches pour la gestion des déchets. Ces nouvelles orientations demanderont des changements d'habitudes de vie et de comportements de la part de la population, des industries et commerces, des organismes, et bien sûr des fonctionnaires de la Ville.

Afin de réduire les déchets, il faudra acheter moins et mieux. Les déchets ne pourront plus être enfouis ou incinérés ou même compostés, sans avoir fait l'objet de tri et de recyclage.

Ce ne sont là que quelques solutions qui seront proposées afin d'arriver à un mode de gestion des déchets efficace et satisfaisant à la fois pour la population et pour les experts. C'est le défi que la Ville de Montréal s'est fixé.

Ville de Montréal

LAURIER HAUT

RÉCEPTIONS

Donnez du panorama à vos réceptions

Dans l'art du bien recevoir, un concept unique pour toute occasion: conférence, colloque, séminaire, mariage, party de Noël, fête spéciale, événement familial, cocktail de grande élégance, etc...

Pour une fête près des étoiles
Un rendez-vous au sommet!

400 Laurier ouest
Montréal, Qué.
H2V 2K7

277-9157
Fax: 270-3042

Jean-Pierre Panet (polytechnique 78-79) est ingénieur en protection de l'environnement au Service des travaux publics de la Ville de Montréal.

Confiez vos rencontres à des professionnels

SERVICES OFFERTS PAR DES PSYCHOLOGUES:

- Recherche d'un(e) partenaire: profil personnalisé, tests, vidéo, questionnaires, entretiens.
- Psychothérapie: individuelle, de couple.

NOUVEL HORIZON
centre de rencontre et de consultation
2210 Boul. Henri-Bourassa Est
Montréal, Québec 388-9114

PARCE QUE CHOISIR SON PARTENAIRE, C'EST IMPORTANT

LES **Indispensables**
COUCHES DE COTON

LA SOLUTION NATURELLE
CONFORTABLE • PRATIQUE
ÉCONOMIQUE • ÉCOLOGIQUE
SÉCURITAIRE

POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS

(514) 697-3768
(800) 663-1730



Une solution aux besoins croissants d'aide à domicile

LES SERVICES DE SANTÉ UPJOHN

30 boul. St-Joseph E.
suite 108 987-1116

4269 Ste-Catherine O.
suite 500 939-9931

- Soins infirmiers
 - Traitement
- Assistance dans les soins quotidiens
 - Bain
- Assistance dans les activités quotidiennes
 - Préparation d'un repas
 - Visite chez le médecin



L'élimination des déchets dangereux: pas dans ma cour!

Tout le monde s'entend : il faut éliminer, recycler ou neutraliser les déchets dangereux. Mais comment et où ? Sûrement pas dans ma cour...

Alain Sauriol

La prise de conscience des problèmes environnementaux a atteint toutes les couches de la société. Longtemps confinée à quelques groupes marginaux d'écologistes et de «granolas», la question environ-

nementale est maintenant à l'agenda de nos politiciens, de nos hommes d'affaires et de nos syndicats. Devant l'ampleur du problème, pluies acides, appauvrissement de la couche d'ozone, contamination des nappes d'eau

souterraine, disparition de certaines espèces animales, nous demeurons souvent sans voix.

Au Québec, des événements récents comme l'incendie de BPC à Saint-Basile-le-Grand et l'interminable saga de leur destruction outre-atlantique, ainsi que le feu du dépôt de pneus de Saint-Amable, ont cristallisé notre attention sur une partie bien spécifique du dossier environnemental : l'élimination des déchets dangereux.

Plus encore, les tentatives d'implanter en territoire québécois des outils d'élimination ont suscité un tel tollé de protestations que le gouvernement a cru bon d'instituer une commission d'enquête, la Commission Charbonneau, pour faire toute la lumière sur la gestion des déchets dangereux au Québec.

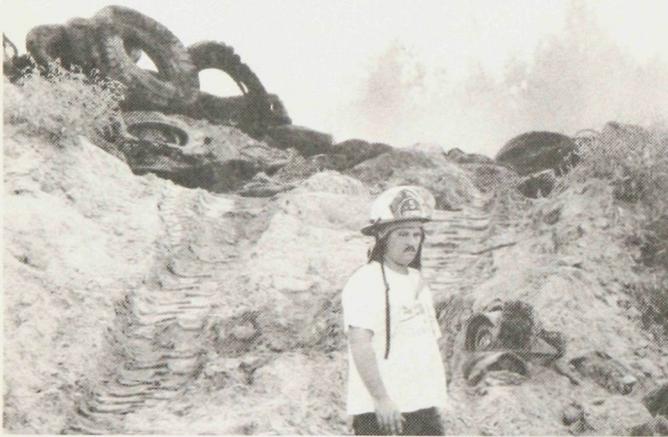
L'éco-industrie québécoise

Selon la Commission Charbonneau, il circulerait au Québec plus de 800 000 tonnes de déchets dangereux. De cette quantité 10% seraient éliminés ici même, 9% seraient acheminés vers des recycleurs, 18% prendraient le chemin de l'exportation et 46% resteraient sur le site même de leur production.

Pour répondre aux besoins de ce marché, une éco-industrie s'est développée au Québec autour de quatre grands axes : les éliminateurs, les recycleurs, les centres de transfert et les transporteurs.

Deux éliminateurs occupent l'avant-scène, Tricil et Stablex. L'incinérateur de la compagnie Tricil à Ville Mercier détruit des déchets organiques tels solvants, peintures, hydrocarbures, etc. Toutefois, certaines restrictions empêchent cette entreprise d'éliminer des produits fortement chlorés comme les BPC. De son côté, la compagnie Stablex, localisée à Blainville, s'occupe de la stabilisation des déchets inorganiques comme les acides, les bases et les métaux lourds, et de leur solidification à l'intérieur d'une matrice inerte avant enfouissement final.

Au niveau des recycleurs, on retrouve une série d'entreprises qui occupent des niches bien précises : recycleur de batteries, de solvants, d'acides forts, d'huiles usées. Le potentiel de croissance de ce secteur est considérable. Un consensus s'est établi tant chez les pollueurs que chez les groupes de pression pour favoriser l'approche du recyclage dans la gestion des dé-



Les catastrophes écologiques comme l'incendie du dépôt de pneus de Saint-Amable ont fait prendre conscience à la population de l'importance d'une saine gestion des déchets dangereux.

chets, le but ultime demeurant toutefois une production zéro de ces déchets.

Un intermédiaire important entre les éliminateurs/recycleurs et les pollueurs est le centre de

transfert. On en dénombre une dizaine au Québec. Véritable plaque tournante des déchets, ces centres de transfert assurent la consolidation des stocks, le mélange des déchets de même nature et la répartition de ceux-ci vers des centres d'élimination et de recyclage tant au Québec qu'ailleurs au Canada ou aux États-Unis.

Finalement, l'éco-industrie comprend une série de firmes spécialisées dans le domaine du transport et des interventions d'urgence. À cet effet, il est intéressant de noter que le Québec est la seule province dotée de firmes locales aptes à faire face à des catastrophes écologiques majeures. Les travaux de restauration des sites de Saint-Basile-le-Grand et de Saint-Amable ont été réalisés par des compagnies québécoises alors qu'en Ontario, face à de telles situations, on a recours à des firmes américaines.

Pour terminer ce survol

rapide de l'éco-industrie québécoise, il importe de mentionner qu'un volume important de déchets demeure entreposé sur le site même de production. Les coûts associés à la gestion de ces déchets, les pratiques industrielles héritées du passé et parfois l'absence de solution technique pour les éliminer ou les recycler expliquent cet état de fait.

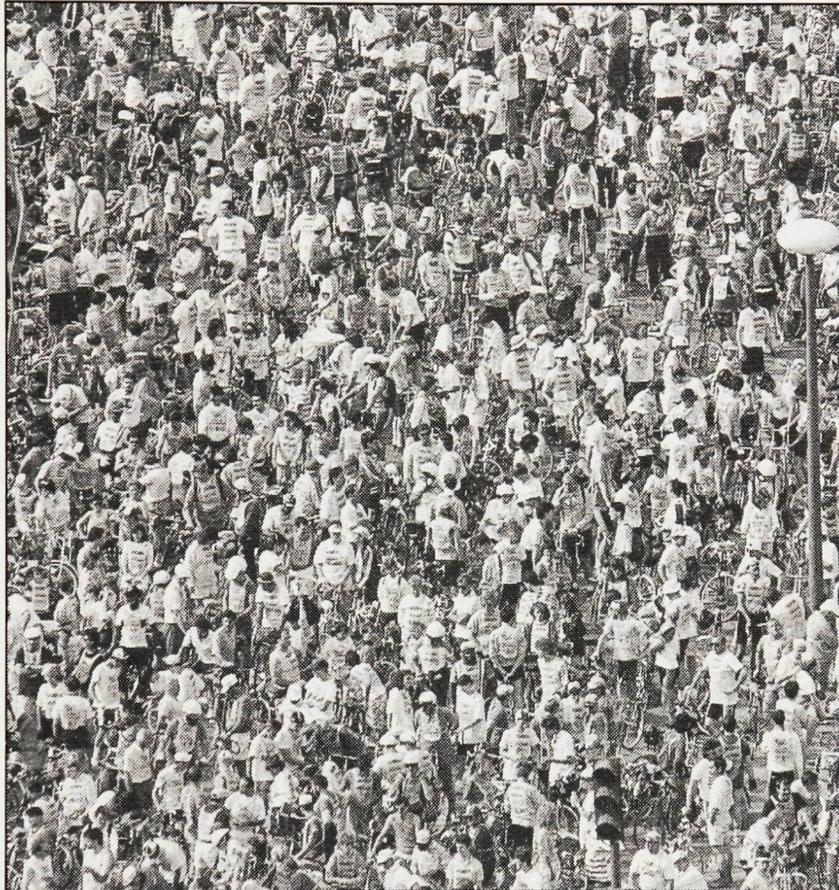
Le « syndrome NIMBY »

La gestion des déchets dangereux est donc actuellement incomplète; des déchets ne peuvent être éliminés ou recyclés faute de moyens techniques, des stocks volumineux sont toujours entreposés sur les sites des générateurs, les petits producteurs de déchets sont mal desservis par les installations en place de même que les producteurs qui se retrouvent en région éloignée.

Ultramar respecte les grands espaces



CERTAINS JOURNAUX COUVRENT LES ÉVÈNEMENTS



Canadair révolutionne le transport aérien régional.

Dès 1992, les passagers pourront effectuer des voyages en région plus rapides, plus confortables et plus silencieux, grâce au nouveau biréacteur de transport régional RJ, conçu et mis au point par Canadair.[®]

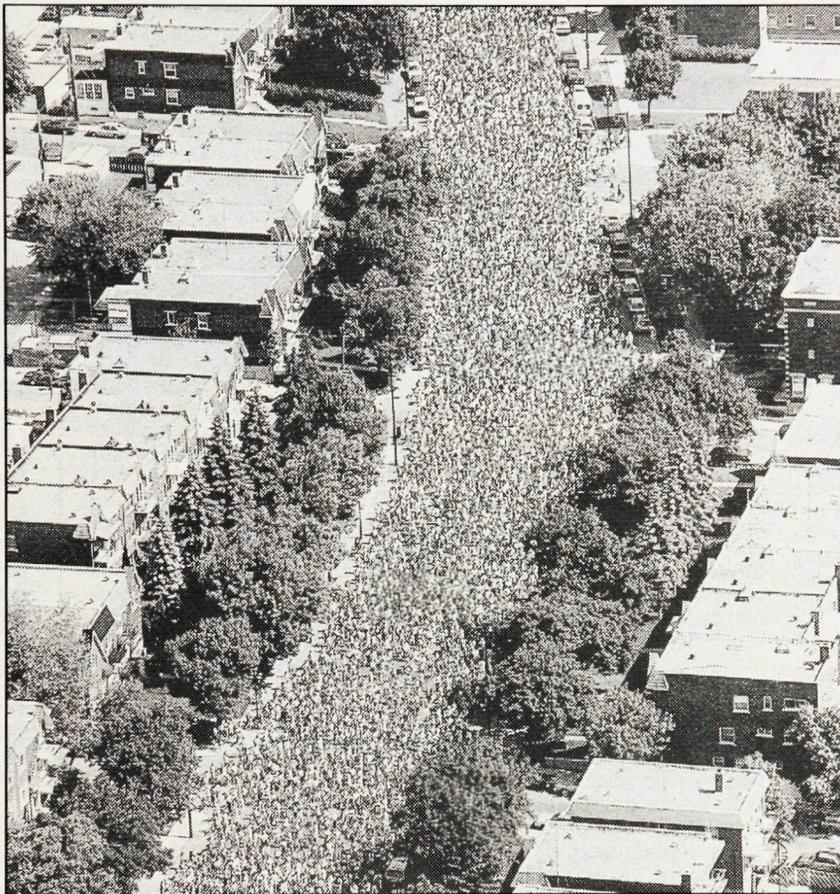
Le RJ, qui peut transporter 50 passagers à une distance maximale de 2 735 km, sera étonnamment silencieux en vitesse de croisière. Et qui plus est, il offrira de nombreux avantages aux compagnies aériennes, notamment une meilleure efficacité d'exploitation, à moindres coûts. Sans compter la satisfaction inégalée qu'il donnera à leurs passagers.

Une véritable révolution dans le transport aérien régional!



canadair[®]
UN GROUPE DE BOMBARDIER INC.

LA PRESSE VOUS PERMET DE LES DÉCOUVRIR



MONTREAL, 5 juin 1989. Ils étaient 35 000, hier, lors de cette immense fête sur deux roues qu'est le Tour de l'île de Montréal.

(PHOTO LA PRESSE — PHOTOGRAPHE PIERRE CÔTE)

Une information sans déformation :
la façon la plus sûre
de vous faire une opinion juste et réfléchie
sur les événements
qui bouleversent et façonnent le monde
dans lequel nous vivons.

Je pense donc je lis

La Presse



À la suite des municipalités, certaines entreprises privées emboîtent maintenant le pas et proposent de recueillir les déchets dangereux.

Afin de pallier en partie à cette situation, des projets ont été proposés: incinérateur de BPC à Senneterre, élimination à l'aide de four à ciment à Joliette, centre de transfert à Saint-Augustin, cellule étanche à Saint-Calixte.

Tous ces projets se sont heurtés à une vive réaction de rejet de la part des populations d'accueil. Les Américains furent les premiers à baptiser cette réaction de *NIMBY*, contraction de l'expression *Not in my backyard*. À cette expression est venu s'ajouter le mot syndrome.

L'introduction de ce vocable à forte connotation pathologique introduit un biais fort malheureux. L'emploi du mot syndrome présuppose qu'il y a une maladie donc des malades. Ce n'est évidemment pas le cas. En fait, il faudrait parler du réflexe plutôt que du syndrome *pas dans ma cour*. Cependant, au-delà de ce problème de sémantique, se cache une réalité incontournable: le *pas dans ma cour* est un phénomène social bien réel, qui cristallise la peur des gens.

Ces réactions émotives et fort compréhensibles ne sont suscitées que par certains projets. Paradoxalement, ce sont souvent des projets de nature environnementale qui soulèvent les passions et réveillent chez les populations un fort sentiment protectionniste face à la qualité de leur milieu de vie.

La peur et l'ignorance dominent les réactions mais aussi un gros bon sens fort légitime. L'être humain, malgré toutes ses bonnes intentions, n'a-t-il pas commis des erreurs impardonnables? La navette spatiale, fruit de la plus haute technologie, n'a-t-elle pas explosé malgré les innombrables mesures de sécurité? Il est donc fort légitime d'avoir, en tant que citoyen, une telle réaction.

Gérer le *pas dans ma cour* c'est avant tout tenter de le comprendre. Nulle recette miracle, nulle technique hautement sophistiquée, concoctée dans des bureaux de communicateurs-conseils ne permet de désamorcer cette réaction populaire.

Comprendre le *pas dans ma cour* c'est reconnaître dès le départ le droit des citoyens d'intervenir dans le processus d'implantation du projet. C'est reconnaître que le projet pourra être modifié selon des recommandations issues du milieu. C'est reconnaître finalement que le projet pourrait être tout simplement abandonné si l'acceptation sociale est insuffisante.

Gestion et transparence

Ces trois prérequis reconnus, le promoteur pourra mettre en place un programme de gestion du *pas dans ma cour* qui reposera sur les éléments suivants: clarté, transparence, interaction.

La clarté consiste à expliquer d'une façon accessible à tous, les données entourant le projet. La transparence assure que tous les enjeux du projet,

toutes les implications sont immédiatement mises sur la table. Finalement, l'interaction permet d'impliquer dès le début la population dans le processus d'élaboration et lui permet de jouer un rôle actif dans l'implantation du projet.

Il faut toutefois éviter le piège de la communication comme solution ultime au *pas dans ma cour*. La simple diffusion de l'information n'est pas un gage de réussite. Il faut avant tout avoir un projet solide, bien conçu, dans lequel les citoyens ont le sentiment que tout n'est pas joué d'avance.

Dans une société qui perd graduellement confiance dans ses institutions politiques, dans ses agences gouvernementales, qui considère que les promoteurs sont prêts à tout sacrifier sur l'autel du projet, il devient parfois difficile d'établir un dialogue constructif. En contre-partie, les gens démontrent une volonté de s'impliquer dans le processus décisionnel. Il faut donc permettre cette implication afin qu'éventuellement le projet devienne leur projet, qu'ils en soient des partenaires et non uniquement des témoins passifs. La clé de la gestion du *pas dans ma cour* réside donc dans cette participation active du public.

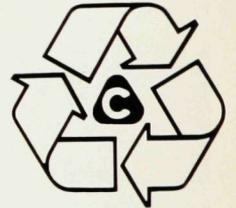
Une saine gestion de nos déchets dangereux repose sur l'implantation d'équipements

d'élimination et de recyclage qui font cruellement défaut actuellement. Surmonter et désamorcer le réflexe du *pas dans ma cour* est essentiel à cette implantation. ■

Alain Sauriol est directeur des affaires publiques et de la planification du Groupe Sanivan.

Consumers Glass

Nous recyclons les contenants de verre



Un membre du groupe Emballages Consumers

85, boul. Montcalm N.,
Candiac, Qc J5R 3L6
(514) 659-5411

LA LIBERTÉ DE CHOISIR

CENTRE
VISAVIE
INC.

Conseillers en hébergement pour personnes âgées

- Sélection de 210 résidences
- Montréal - Laval - Rive-Sud
- Clientèle autonome ou en perte d'autonomie

1443, Fleury est, suite 3
Montréal, Qc, H2C 1R9 **383-6826**

Un choix judicieux pour ses parents

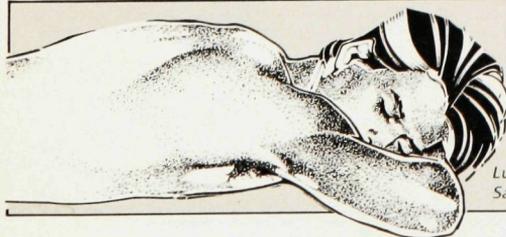
CENTRE DE MASSOTHÉRAPIE AU CEPsum

Stade d'hiver, local #232

Information:
345-1741

Lundi au vendredi 10:00 - 20:00
Samedi 11:00 - 16:00

"Où la détente est un art!"





Les duplex et les triplex sont des formes typiques de l'habitation montréalaise.

Ville de Montréal

Se loger à Montréal

Avec une population composée aux trois quarts de locataires, Montréal entend favoriser l'appropriation de l'habitat par ses résidents.

François Goulet

En matière d'habitation, Montréal ne ressemble à aucune autre ville. On y trouve un sixième de la population de la province. Les trois quarts des ménages montréalais sont locataires, comparativement à 38% dans le reste du Québec. Les logements sont plus petits et plus anciens et on trouve à Montréal une prépondérance de duplex et de triplex, une forme typique d'habitation. Certains phénomènes sociaux, comme le vieillissement de la population et l'éclatement de la famille traditionnelle y sont plus marqués et près de la moitié des immigrants accueillis chaque année au Québec s'y établissent.

La politique d'habitation de la Ville de Montréal se veut une réponse adaptée à la spécificité montréalaise. Avec ce document, la Ville prend le leadership en matière d'habitation sur son

territoire. A travers 35 mesures concrètes, elle annonce un effort exceptionnel pour assurer tant le développement économique que social. Montréal veut promouvoir le développement résidentiel, non seulement pour maintenir son poids démographique et économique, mais aussi afin de pouvoir soutenir des services et des programmes pour toute sa population.

La politique d'habitation est le résultat d'une importante démarche de consultation. En février 1989, la Ville publiait une proposition d'énoncé de politique d'habitation sous le titre *Habiter Montréal*. Une centaine d'intervenants, représentant une très grande diversité d'opinions, ont discuté ce document lors d'audiences publiques.

Leurs propos ont été recueillis par la Commission du Conseil sur l'aménagement, l'ha-

bitation et les travaux publics, qui a déposé deux rapports, le premier contenant les positions exprimées par les participants, le second les recommandations de la Commission. Ces rapports ont par la suite été commentés par le Comité exécutif de la Ville de Montréal. Cette démarche a permis de révéler de larges consensus sur la problématique montréalaise en matière d'habitation.

Un portrait de l'habitation montréalaise

La politique d'habitation a mis en lumière les conditions résidentielles des moins nantis, qui consacrent une trop grande part de leur revenu pour se loger, et ce, malgré une offre abondante de logements et un taux d'occupation de 4,7%. Deux ménages locataires montréalais sur cinq doivent en effet dépenser plus

de 30% de leur revenu pour se loger. Ce phénomène est dû moins au coût du logement, relativement peu élevé pour une région urbaine, qu'au faible niveau de revenu et à la précarité des emplois.

Par ailleurs, Montréal constitue un point d'accueil pour de nombreuses clientèles en difficulté: on estime, par exemple, à 8 700 le nombre d'itinérants différents hébergés dans le réseau des refuges au cours d'un an.

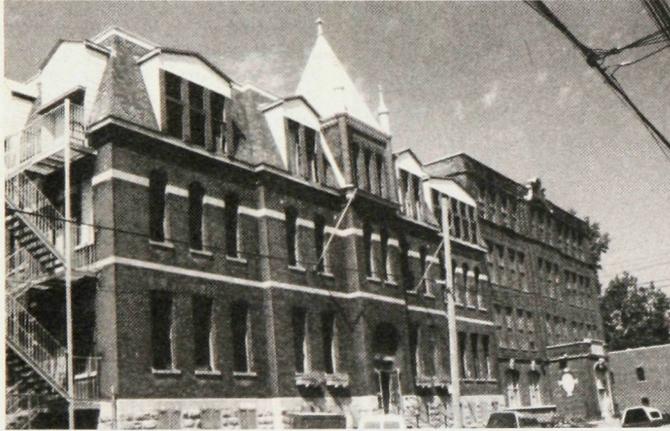
Du côté de l'offre, Montréal dispose d'un parc résidentiel qui, en dépit de son âge — deux tiers des logements datant de 1960 ou d'avant — est généralement en bon état. On estime toutefois que près de 60 000 logements nécessitent des réparations majeures.

Une conjoncture peu propice

Face à ce constat de la situation, la conjoncture économique et les politiques gouvernementales n'offrent pas de quoi se réjouir. En 1989, la croissance du PIB a ralenti à 1,9% au Québec, comparativement à 2,6% à l'échelle nationale. Dans la région métropolitaine de Montréal, on note entre 1987 et 1989 une diminution de 48% dans les mises en chantier. Le taux de chômage régional se situait à 9,6%, dépassant ainsi le taux québécois, 9,3% et canadien, 7,5%.

Au niveau fédéral, les coupures dans les programmes de logements sociaux ont été importantes. L'abolition du programme d'aide à la rénovation des logements locatifs (PARCQ, volet locatif) a touché Montréal plus que toute autre ville canadienne, parce que ce type de logements est prédominant ici. Par ailleurs, les règles des programmes fédéraux causent des disparités régionales importantes. La proportion des engagements fédéraux en habitation sociale est passée de 24% en 1986 à 18% en 1989 au Québec, alors qu'elle a augmenté de 32% à 40% en Ontario pour la même période.

Alors que le fédéral refile le problème du déficit aux provinces, Québec tend aussi à réduire ces dépenses tout en transférant le fardeau de sa dette vers



Avec sa politique d'habitation, la Ville de Montréal entend acquérir certains édifices nécessitant une remise en état et en cédera la gestion à des organismes sans but lucratif. Ci-dessus, l'ancienne école Lorne, dans le quartier Pointe-Saint-Charles, en voie d'être « recyclée » en logement locatif.

les municipalités. Ce déplacement fiscal, ainsi que les taux d'intérêt élevés et la hausse des tarifs d'électricité, contribuent à augmenter les dépenses que les ménages consacrent à se loger, dépenses qui sont déjà particulièrement élevées pour les Montréalais et Montréalaises.

Une approche concertée

Même au prix d'efforts budgétaires extraordinaires, la Ville ne peut résoudre à elle seule tous les problèmes décelés. Montréal fait face à des difficultés et des défis que lui impose son statut de métropole québécoise et de ville centrale d'une agglomération de près de trois millions de personnes. Les problèmes d'habitation dépendent en grande partie des politiques sociales, familiales ou de revenu qui sont du ressort des gouvernements. Cette situation doit être reconnue explicitement par ceux-ci et ils doivent soutenir par une approche et des ressources appropriées l'essor et le rôle de Montréal.

Habiter Montréal propose donc plus que des actions proprement municipales. Il reconnaît la multiplicité des intervenants en matière d'habitation. Les partenaires de la Ville sont autant les gouvernements que les groupes communautaires et institutionnels, le secteur privé et le milieu universitaire. *Habiter Montréal* propose une approche concertée afin que chacun de

ces acteurs puisse jouer un rôle significatif. Ils doivent, à l'instar de Montréal, faire de l'habitation une de leurs grandes priorités. Ce n'est que grâce à une association étroite entre la Ville, les gouvernements et les multiples partenaires que les objectifs de la politique d'habitation pourront se réaliser pleinement.

Deux objectifs

La politique d'habitation de la Ville de Montréal s'articule autour de deux objectifs.

Le premier consiste à promouvoir, pour les ménages montréalais, des conditions résidentielles de qualité et à prix abordable, dans un environnement adéquat. Le fait d'habiter Montréal donne un accès privilégié aux possibilités d'emploi, d'éducation, de culture, de commerce et aux services de santé qui y sont offerts. Pour que la population montréalaise puisse profiter pleinement de ces avantages, le parc montréalais doit continuer d'offrir un choix de solutions résidentielles permettant aux ménages de se loger, selon leurs moyens et selon leurs besoins, dans un environnement de qualité.

Le second objectif vise à favoriser une appropriation croissante de l'habitat par les Montréalais.

La propriété, individuelle ou collective, offre aux ménages des possibilités de contrôle, d'épargne et d'enrichissement. Elle

MEILLEUR HABITAT... MEILLEURE QUALITÉ DE VIE

La Société d'habitation du Québec met à la disposition des plus démunis des logements décents à des prix abordables, facilite à des ménages l'accès à la propriété et participe à la restauration du parc immobilier par le biais des programmes suivants:

Programmes financés exclusivement par la Société d'habitation du Québec

- **AIDE À LA MISE DE FONDS**
Aide financière aux ménages pour l'achat d'une première résidence principale
- **LOGIRENTE**
Allocation-logement pour personnes âgées de 60 ans et plus

PROGRAMME DE RÉNOVATION D'IMMEUBLES LOCATIFS

Programmes dont les frais sont partagés entre les gouvernements du Canada et du Québec

- **LOGEMENT SANS BUT LUCRATIF PRIVÉ**
Aide aux organismes communautaires coopératives et organismes sans but lucratif
- **HLM**
Habitations à loyer modique destinées aux familles et aux personnes à faible revenu
- **SUPPLÉMENT AU LOYER PRIVÉ**
Allocation au loyer pour les ménages à faible revenu
- **PARCQ**
Aide à la restauration destinée aux propriétaires-occupants et à l'adaptation de logements pour personnes handicapées
- **HABITATION AUTOCHTONE**
Logements destinés aux autochtones vivant hors réserve
- **HABITATION NORDIQUE**
Logements destinés aux Inuits vivant en milieu nordique

Pour tout renseignement sur nos programmes d'aide, composez les numéros de téléphone suivants:

A Québec: **643-7676**

Partout ailleurs au Québec: **1-800-463-4315** (sans frais)



Société
d'habitation
du Québec

Québec

SAIA ET BARBARESE ARCHITECTES

339 est rue Saint-Paul, Vieux Montréal, Qc, H2Y 1H3

Mario Saia

téléphone 866.2085

fax 874.0233

favorise l'investissement dans l'habitat et un meilleur entretien du parc résidentiel. Elle est un gage de fierté et d'attachement à son milieu de vie. C'est pourquoi Montréal doit offrir des occasions d'appropriation aux ménages qui y habitent ou veulent y habiter.

Six stratégies

Pour réaliser ces deux objectifs, les mesures d'*Habiter Montréal* sont regroupées autour de six thèmes, ou « stratégies »:

faciliter l'accès à la propriété individuelle et collective; soutenir la croissance du parc résidentiel; accroître le parc de logements sociaux; préserver et améliorer le patrimoine résidentiel; favoriser un environnement résidentiel de qualité; favoriser le maintien des personnes dans leur milieu.

Les mesures proposées sont très diversifiées: projets-pilotes, études, nouveaux programmes, nouveaux règlements, appels aux gouvernements ou à

d'autres partenaires. Certaines approches sont très innovatrices.

Des approches innovatrices

Par exemple, la Ville supportera des activités de recherche et de développement permettant d'étendre la gamme des produits offerts afin de répondre aux besoins de clientèles variées. Elle réalisera des projets de démonstration de logements et même de «quartiers protégés» adaptés aux besoins des personnes âgées ou des ménages avec enfants qui y habitent. Ce projet de démonstration de quartier protégé comprendra l'adaptation du voisinage (éclairage, trottoirs, etc.), des services municipaux ou autres (CLSC, OSBL) et de certains logements, dans le cadre du programme municipal d'aide à la restauration.

Par ailleurs, pour soutenir l'activité de la construction résidentielle sur son territoire, la



Le parc résidentiel de Montréal est très diversifié. Les coopératives d'habitation, comme celle ci-dessus, sont l'une des solutions permettant aux ménages de se loger selon leurs moyens et selon leurs besoins.

UN LEADERSHIP CONSTRUCTIF

L'Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec participe à la qualité de l'environnement en tenant constamment ses membres au fait des derniers développements en matière d'énergie, des nouveaux matériaux et des plus récentes techniques de construction.

Pour en savoir plus, vous pouvez contacter M. Hugues Moisan, directeur-général, Division Services à l'industrie.

APCHA
ASSOCIATION PROVINCIALE
DES CONSTRUCTEURS D'HABITATIONS
DU QUÉBEC INC.
5930, boul. Louis-H. Lafontaine
Anjou (Québec), H1M 1S7
(514) 353-9960

Ville a mis sur pied le programme de développement résidentiel par lequel elle cède à des constructeurs privés et sans but lucratif des terrains lui appartenant, en retour d'un engagement à construire un projet conforme aux besoins du milieu, abordable et de qualité. Environ 1 000 logements seront réalisés chaque année grâce à ce programme.

Dans le cadre de la stratégie de préservation et d'amélioration du patrimoine résidentiel, une des approches de la Ville est de mettre à la disposition des propriétaires et des locataires des outils d'entretien préventif, afin de réduire à long terme les besoins de travaux majeurs, qui se traduisent souvent par des hausses de loyers. La Ville entreprendra aussi de façon prioritaire un projet-pilote en vue de systématiser l'application du Code du logement, qui a pour fonction de régir l'habitabilité des logements à Montréal.

La Ville entend aussi innover en matière de logements sociaux et coopératifs. Son nouveau programme d'acquisition de logements a été qualifié d'unique au Canada par plusieurs observateurs. Par ce programme, la Société d'habitation et de développement de Montréal, une

société paramunicipale, vise l'acquisition d'immeubles qui nécessitent une certaine remise en état. Les logements pourront bénéficier de subventions municipales à la rénovation. La gestion de l'immeuble pourra être cédée aux locataires regroupés en coopératives ou à un organisme sans but lucratif.

Habiter Montréal est un plan d'action ambitieux, qui montre bien la volonté de la Ville d'agir pour améliorer les conditions de logements des Montréalais. Plusieurs mesures ont déjà été mises en place, comme le Crédit proprio (voir encadré), ou l'aliénation de terrains municipaux pour des projets coopératifs et sans but lucratif. D'autres mesures viendront s'ajouter au cours des prochains mois. Montréal continuera d'encourager le développement résidentiel de qualité en améliorant la réglementation et par des campagnes de promotions. Le développement de l'habitation sociale bénéficiera aussi d'autres efforts financiers de la Ville. ■

François Goulet (urbanisme 1984) est préposé à la planification au Service de l'habitation et du développement urbain de la Ville de Montréal.

Un coup de pouce de 5 000 \$ pour devenir proprio

La Ville de Montréal veut promouvoir l'accès à la propriété par des programmes qui mettent l'accent sur des produits abordables. C'est pourquoi elle a mis sur pied *Crédit-Proprio*, «un programme d'exemption d'impôts fonciers qui facilite la tâche au locataire qui rêve d'être enfin maître chez-lui», comme l'écrivait dernièrement le chroniqueur à l'habitation de *La Presse* Robert Dubois. Il s'agit d'un crédit de taxes foncières de 1 000 \$ par année, jusqu'à concurrence de 5 000 \$, consenti aux acheteurs d'une première maison neuve.

Le programme 5 ans/5 000 \$ est un des éléments prévus dans le cadre de la politique municipale d'habitation. Il vise à faciliter l'accès à la propriété neuve à Montréal et à y accroître le nombre de propriétaires.

Tout acheteur d'une résidence neuve dont le coût ne dépasse pas 100 000 \$, valeur du terrain non comprise, est admissible. Selon les estimations du Service de l'habitation et du développement urbain, les critères du programme permettent l'acquisition de résidences coûtant entre 110 000 \$ et 125 000 \$, terrain compris. Cela correspond à la gamme de prix moyens du premier acheteur de logements neufs dans la région métropolitaine.

Ce programme de la Ville est une forme de soutien à la croissance du parc résidentiel. Il devrait encourager les jeunes couples avec ou sans enfant qui souhaitent devenir propriétaires pour stabiliser leurs coûts d'occupation. Il devrait aussi encourager l'industrie de la construction à mettre sur le marché des produits résidentiels pour les premiers acheteurs.

Les dépliants présentant le programme et les formulaires de demande sont distribués dans tous les bureaux Accès Montréal, que l'on peut rejoindre en composant le (514) 872-1111. ■



Une résidence vendue 128 000\$ en 1990 vaudra 467 000\$ en 2010!

Où va le marché de l'habitation?

Le prix de l'habitation se dirige-t-il vers une hausse ou une baisse? L'analyse de l'ensemble des facteurs indique qu'une diminution des prix semble quasi-impossible.

Hugues Moisan

Assailli par l'invasion des nouvelles technologies et de nouvelles façons d'être, le besoin de l'être humain de préserver un endroit privé se fait de plus en plus pressant. La délimitation d'un espace vital se révèle alors salutaire. Le domicile représente bien souvent le dernier retranchement que l'individu peut encore contrôler. Ainsi il peut donner libre cours à son individualité.

Cette affirmation de soi se traduit, entre autres, par le choix

du type d'habitation (unifamiliale, multifamiliale, condominium, etc.) et par l'aménagement personnalisé qu'on choisit d'y apporter.

Syndrome de la dénatalité

Nous avons abondamment parlé des *baby-boomers*, ces enfants de l'après-guerre qui ont modelé les orientations sociales et économiques du Québec. La génération montante du *baby-bust* est cependant beaucoup moins nombreuse. Cette situation

préoccupe les intervenants de l'industrie de la construction et de la rénovation résidentielles. Il semble en effet que la demande de logements neufs soit appelée à se replier constamment d'année en année. Par ailleurs, la propension notoire des *baby-boomers* pour le changement devrait stimuler l'industrie de la rénovation, industrie qui reste à structurer.

Le vieillissement de la population n'est pas un phénomène qui sévit uniquement au Québec. Les mêmes tendances se retrouvent dans le reste du Canada et aux États-Unis. Certains analystes américains ont d'ailleurs avancé que, faute de demande, la valeur des propriétés résidentielles subirait une baisse de 47% d'ici l'an 2010, ce qui a évidemment soulevé de vives réactions parmi les entrepreneurs américains. Connaitrons-nous un tel effondrement de la valeur du bien foncier au cours des vingt prochaines années?

La demande de logements neufs subira certes un ralentissement en raison des tendances démographiques. Mais l'hypo-

thèse de l'effondrement des prix ne semble pas être très répandue parmi les analystes québécois. Les experts du Service habitation de la Ville de Montréal estiment qu'une résidence unifamiliale achetée neuve au prix de 128 000 \$ en 1990 se transigera aux environs de 467 000 \$ en 2010, soit une augmentation de 365%.

À titre comparatif, notons que l'augmentation du coût de la vie durant la même période devrait être de l'ordre de 250% si l'inflation progresse de 4 à 5% annuellement. Les calculs de la Ville de Montréal sont basés sur l'évolution probable des coûts des terrains, des infrastructures, de la main-d'œuvre et des matériaux d'ici 2010. Et dans chacun des cas, une augmentation est prévue.

Pour évaluer lequel des deux scénarios, (l'effondrement ou la hausse soutenue) verra plus probablement le jour au Québec, il est essentiel de jeter un regard sur le fonctionnement de base du marché de l'habitation.

Premièrement, rappelons



Afin de répondre aux goûts et aux styles de vie changeants, les constructeurs d'habitations diversifient leurs produits. Les lofts, comme celui-ci aménagé dans une ancienne filature de soie, trouvent preneurs chez les jeunes professionnels.

qu'à l'instar de tout marché qui se respecte, les transactions sur le marché de l'habitation résultent du jeu de l'offre et de la demande. Cela implique que les entrepreneurs qui offrent leurs produits aux consommateurs doivent avoir une compensation pour les coûts encourus tout en tirant un certain profit de cette activité économique. Autrement dit, si les coûts de construction poursuivent leur ascension, une réduction des prix semble très peu probable.

Outre cette réalité économique, la politique de prix d'un entrepreneur doit tenir compte de facteurs comme le degré de compétition, la segmentation et l'aspect régional du marché.

Au Québec, plus de 20 000 entrepreneurs se disputent le marché de la construction et de la rénovation résidentielles. Bon nombre d'entre eux exploitent concurremment le potentiel de ces deux marchés. Cela génère dans l'industrie une grande compétition qui incite à maintenir les prix bas et la qualité élevée. Ainsi, la marge de profit de l'entrepreneur type se situe entre 5 et 8% et sa production se limite à 10 unités en moyenne par année. En rénovation, le chiffre d'affaires

et la marge bénéficiaire sont encore plus modestes, sauf pour certaines entreprises accaparant le marché haut de gamme.

Segmentation du marché

D'autre part, bien que l'habitation soit toujours considérée comme bien essentiel, les années 80 ont révélé qu'il s'agissait également d'un bien de consommation adapté aux goûts et aux styles de vie changeant des ménages. Cette nouvelle conception de l'habitat, attribuable aux *baby-boomers*, a favorisé la multiplication des segments de marché et la croissance des marchés de deuxième, troisième, quatrième ou cinquième acheteur.

Ainsi le marché du condominium s'est développé et a trouvé preneurs chez les *empty-nesters*, les couples dont les enfants ont quitté le foyer. Dans ce nouveau contexte, il est fort probable qu'un ménage procède à plusieurs achats au cours de sa présence sur le marché de l'habitation, renouvelant ainsi périodiquement sa participation à la demande globale.

En 1986, les *baby-boomers* étaient propriétaires dans une

Les
Architectes



**Blouin
Faucher
Aubertin
Brodeur
Gauthier
Plante**

5423, ave de Lorimier
Montréal (Québec)
Canada H2H 2C3
Tél.: (514) 528-5555
Fax: (514) 528-9213

Pilon

PRODUITS DE BUREAU

Pilon, c'est:

- ▶ 8 bureaux de ventes régionaux
- ▶ près de 40 magasins de détail
- ▶ 7000 produits en inventaire
- ▶ des disquettes
- ▶ de l'ameublement
- ▶ de la papeterie
- ▶ des idées, des conseils
- ▶ plus la volonté de bien vous servir

Pour tout renseignement,

communiquez avec:

Mme Pauline Lavallée
(514) 629-6666 ou 1-800-363-4270



Le coût du terrain et des infrastructures représentent 25% du prix d'achat d'une maison.

proportion de 58%. Pour les 42% restant, il convient de se demander combien veulent, peuvent et prévoient toujours devenir propriétaires. Les divorces et séparations doivent être pris en considération dans la formation de nouveaux ménages et d'acheteurs potentiels. Pour ces raisons, il est clair que les 1,5 million de ménages de *baby-boomers* ne constituent pas un bloc d'acheteurs homogène s'accrochant à sa première propriété. Il s'agit plutôt d'un groupe segmenté et fort actif sur le marché de l'habitation.

La génération montante manifeste également un intérêt diversifié pour l'habitation. À son tour, elle semble adopter l'habitation comme un bien de consommation, ce qui assure la vitalité de la demande future. Finalement, les aînés créent un nouveau défi pour les constructeurs d'habitations et pour les entrepreneurs en rénovation. De plus en plus conscients de leur autonomie, ils suscitent le développement de nouvelles formules résidentielles parfaitement accessibles, sécuritaires et encadrées par un éventail plus ou moins vaste de services.

L'habitation représente également un marché régional. Lorsque les travailleurs se déplacent d'une région à l'autre afin de suivre le mouvement de l'activité économique, ou lorsqu'un couple âgé décide de se rapprocher de la ville et des services

qu'elle offre, l'achat d'une nouvelle résidence devient nécessaire.

Cela influence positivement la valeur des propriétés dans la région d'accueil alors que dans la région délaissée, on observe généralement un plafonnement des valeurs de vente, à moins que les déplacements ne soient le résultat d'une sévère récession. Dans de telles circonstances, une chute temporaire des prix peut être observée.

Infrastructure et main-d'œuvre

Ni la conjoncture économique ni le vieillissement de la population ne peuvent donc engendrer l'effondrement des prix à long terme. Que dire alors du prix des terrains, infrastructures, matériaux de construction ou de la main-d'œuvre ?

Le terrain et les infrastructures constituent 25% du prix de vente d'une résidence typique. Il s'agit d'une ressource rare, particulièrement dans les grands centres urbains. Au Québec, pour pouvoir exploiter un terrain, on peut compter entre 6 et 18 mois selon la disponibilité des terres, les procédures administratives des municipalités et les délais d'octroi des permis et d'installation des infrastructures.

Ces délais sont coûteux en temps et en argent. Nul doute qu'une simplification de ce processus permettrait une réduction

des coûts pour le plus grand bénéfice des consommateurs. Les pratiques municipales vont toutefois dans le sens contraire. De plus en plus, les promoteurs et les municipalités doivent s'entendre quant à l'aménagement du projet, des espaces récréatifs à prévoir et même du type d'architecture des bâtiments à ériger.

Les consultations publiques se font plus fréquentes dans le but de respecter les intérêts de divers groupes. Malgré leur objectif fort louable, ces consultations et discussions ajoutent aux coûts de construction de façon peu favorable aux consommateurs.

Quant aux matériaux de construction, des innovations technologiques réduiront sûrement les coûts au fil des ans. D'ici là, les fournisseurs de matériaux conserveront probablement la même approche face au sec-

teur résidentiel et à ses phases de ralentissement. Au début d'un cycle de ralentissement, les fournisseurs coupent leur marge bénéficiaire mais cherchent par tous les moyens à diversifier leurs activités, surtout dans les secteurs commercial et industriel.

Lorsque cette transition est à toute fin pratique accomplie, les fournisseurs de matériaux rétablissent leur marge bénéficiaire dans le secteur résidentiel au risque de perdre de nombreux clients. L'entrepreneur en construction résidentielle, dont le chiffre d'affaires est modeste, se voit contraint d'accepter la politique de prix des fournisseurs. Les périodes de ralentissement économique ne permettent pas de pallier ce fait, au contraire.

Finalement, dans le secteur de la construction, la rémunération des travailleurs est déterminée par le gouvernement. Se-

la caisse populaire desjardins



UNE PRÉSENCE
ATTENTIVE AUX
BESOINS FINANCIERS
DE LA COLLECTIVITÉ.



La Fédération des caisses populaires Desjardins
de Montréal et de l'Ouest-du-Québec

lon le décret de la construction, les salaires versés aux travailleurs des secteurs résidentiel, commercial, industriel et institutionnel sont sensiblement les mêmes. Ces salaires dépassent d'environ 40% la rémunération moyenne au Québec de façon à compenser la volatilité de l'industrie. Cette « prime de risque » est versée aux travailleurs de la construction sans distinction.

La capacité de payer de monsieur tout-le-monde n'est pourtant pas comparable à celle d'une entreprise industrielle ou commerciale. Malgré les appels répétés des intervenants du secteur résidentiel, l'exclusion du secteur résidentiel du décret ne semble pas éventuelle. Une fois de plus une contrainte institutionnelle s'ajoute aux coûts de construction. Sans une refonte du régime de rémunération des travailleurs, l'effondrement des prix relatifs à une dégringolade

des salaires semble quasi-impossible.

Une étude récente a proclamé que les besoins de logements (ceux-ci surpassaient à 50 000 unités par an durant les années 80) chuteront à 35 000 unités ou moins vers 1995 et continueront à décroître par la suite. Cette étude ne faisait pas de prévision pour le prix moyen d'une résidence neuve en 2010. Une analyse du fonctionnement de base du marché de l'habitation nous montre toutefois que le volume de transaction importe peu par rapport aux contraintes institutionnelles affectant la valeur des terrains praticables, de la main-d'oeuvre ainsi que des matériaux.

Sans le relâchement de ces contraintes inflationnistes, il est difficile, voire même impossible, d'imaginer une diminution des prix dans le secteur de la construction d'ici 2010. ■

Hugues Moisan est directeur général du service à l'industrie de l'Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec.



Envoyez une carte de l'UNICEF et sauvez la vie d'un enfant.

unicef 
Fonds des Nations Unies pour l'enfance

CHALET'S VILLAGE

LOCATION DE CHALETS LUXUEUX AU PIED DU MONT-SAINTE-ANNE

SEMAINE OU FIN DE SEMAINE

GILLES ÉTHIER

CASE POSTALE 485
QUÉBEC
G1R 4R8
(418) 650-2030

40% de réduction

Constatez, par exemple, les économies réalisées sur certains tarifs:

	Prix courant du billet simple-40%	Prix courant du billet simple
Montréal-Toronto	39\$	65\$
Montréal-Ottawa	16\$	26\$
Montréal-Québec	19\$	32\$

- Réduction de 40% valable tous les jours de la semaine, sauf le vendredi et le dimanche.
- Réduction sur le prix courant du billet simple pour adulte
- Rabais supplémentaire de 10% accordé aux étudiants à plein temps, sur présentation de leur carte, et aux personnes de 60 ans et plus, sur présentation d'une pièce d'identité. Les jeunes voyageurs de 2 à 11 ans peuvent aussi profiter d'un tarif spécial (la moitié du montant applicable au tarif adulte en voiture coach).
- Rabais valable uniquement pour les voyages en voitures-coach
- L'achat des billets doit se faire au moins 5 jours à l'avance. Le nombre de sièges est limité à ce tarif hors pointe.
- Ces tarifs sont applicables à longueur d'année, sauf du 15 décembre au 3 janvier, les jeudi, samedi et lundi de Pâques et les lundis des jours fériés suivants: fête de la Reine, jour de la Confédération, fête du Travail, et Action de grâce. D'autres restrictions s'appliquent. Informez-vous.
- Tarif minimal après la réduction: 7\$

Avec les tous nouveaux tarifs VIA RailSM vous voyagez et profitez d'une réduction de 40% sur le prix d'un billet simple! De plus les enfants, les étudiants et les personnes âgées ont droit à une réduction supplémentaire. C'est si simple! Vous n'avez qu'à choisir entre deux classes de tarifs. Et rien de plus pratique: achetez votre billet à votre agence de voyages ou à une billetterie de VIA. Alors, allez-y! Ajoutez au confort unique des voyages en train le plaisir d'une réduction de 40%.

Pour plus de renseignements sur nos tarifs et nos horaires, appelez votre agent de voyages ou VIA RailSM au 871-1331

Profitez-en dès maintenant!



SM Marque déposée de VIA Rail Canada Inc.

SM Marque de commerce de VIA Rail Canada Inc.

Le GRAND MAÎTRE Des concessionnaires Acura



L'achat d'une voiture implique un choix logique.

Vous voulez ce qu'il y a de mieux, vous êtes exigeant-e au niveau de la qualité, du service et vous voulez, bien sur, faire affaire avec des gens sérieux.

Avec Prestige Acura, vous êtes gagnant-e à tous points de vue, puisque Prestige Acura est le Grand Maître des concessionnaires Acura.

Oui, il connaît toutes les règles du jeu pour vous satisfaire. Il sait que vous ne laisserez rien passer. Chez Prestige Acura, l'équipe est solide, sérieuse, professionnelle. Que vous vouliez une fougueuse Integra ou une luxueuse Legend, un nom s'impose: Prestige Acura.

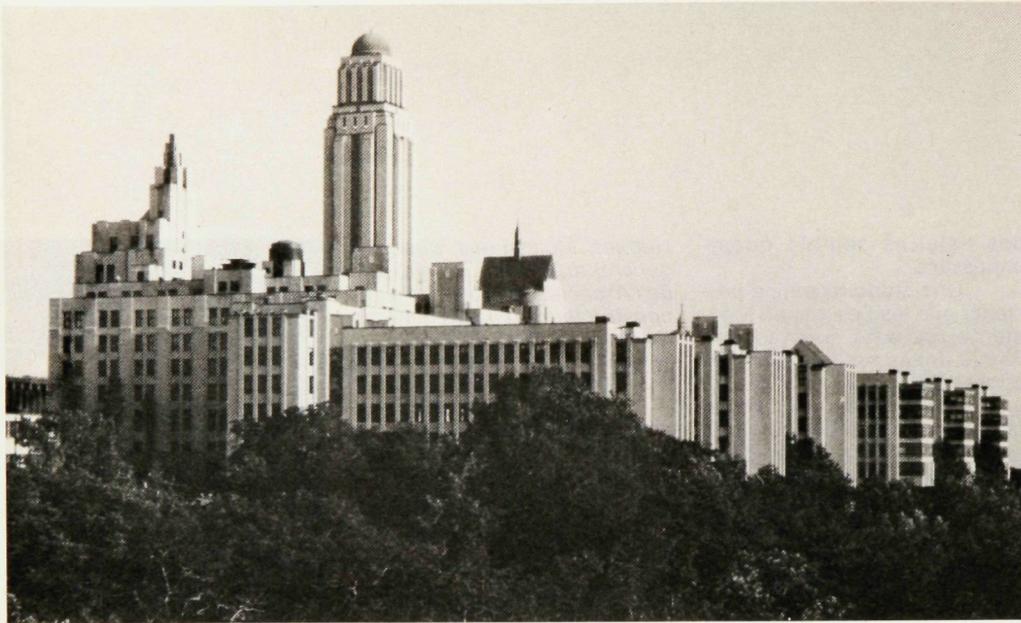


Venez faire un coup de maître chez

PRESTIGE ACURA

3700, Autoroute Laval ouest (440)

(514) 745-1234



UNE CONTRIBUTION MAJEURE À L'ARCHITECTURE MONTRÉLAISE: Ernest Cormier et l'Université de Montréal

Le Centre Canadien d'Architecture présente jusqu'au 21 octobre prochain l'exposition **Ernest Cormier et l'Université de Montréal**, un hommage à l'un des plus grands architectes canadiens du 20^e siècle.

Ernest Cormier (1885-1980) a été, en son temps, une personnalité extraordinaire. Architecte et ingénieur de formation, il s'est intéressé à tous les aspects de l'art et de la science de l'architecture et a eu recours aux technologies les plus avancées de l'époque, créant des œuvres remarquables à partir d'un vocabulaire architectural résolument innovateur.

Cette exposition, la première d'importance qui soit consacrée à son œuvre, comporte des documents tirés en grande partie du fonds Ernest Cormier, un fonds d'archives acquis par le Centre Canadien d'Architecture au cours des six années qui ont suivi la mort de l'architecte en 1980. Elle s'intéresse surtout à l'œuvre maîtresse de Cormier, l'Université de Montréal, construite entre 1928 et 1943, et permet de situer l'architecte et son œuvre dans un courant interna-

tional de pensée où convergent les influences nord-américaines et européennes.

Cormier a vécu en Europe de 1908 à 1918, années qu'il a passées principalement à étudier à l'École des Beaux-Arts de Paris. Cette formation, chose peu courante chez les Canadiens à l'époque, l'introduira aux changements majeurs qui s'opèrent alors en Europe sur le plan des techniques de construction et de l'architecture. Fort de ce savoir, de sa formation d'ingénieur et de deux années d'études à la British School de Rome, il se prépare sérieusement à l'exercice de sa profession pour le domaine public.

En 1924, Cormier recevra une commande très importante : la réalisation du campus et des bâtiments de l'Université de Montréal qui avait reçu sa première charte en 1920. Ses plans seront le fruit de la rencontre exceptionnelle entre un établissement en quête d'une image de marque et un jeune créateur décidé à insuffler un dynamisme nouveau à l'architecture au Canada. Cormier a pour mission de donner à l'intelligentsia du Canada français une image « mo-

derne », ce qu'il réussit avec bonheur en réalisant une synthèse originale de sources alors pratiquement inconnues ici. L'œuvre qui en résulte, le pavillon principal, est la première manifestation à l'échelle institutionnelle d'un style libéré de l'historicisme et servira de catalyseur dans le débat sur la modernité architecturale à Montréal.

Les premiers bâtiments réalisés par Cormier après son retour à Montréal dans les années 20 révèlent une tension entre l'utilisation de techniques avancées et les modes traditionnels de l'expression architecturale. Avec la commande de l'Université de Montréal, Cormier a l'occasion de concevoir un bâtiment qui

marie une structure rationaliste aux principes de composition qu'il a appris à l'École des Beaux-Arts. L'exposition montre clairement la persistance de ces choix dans l'œuvre de l'architecte et ingénieur Cormier ainsi que dans sa méthode de travail, depuis ses projets d'étudiant à Paris et à Rome jusqu'à ses grandes commandes publiques d'Ottawa, Québec et Toronto, en passant par ses premières réalisations à Montréal et, plus tard, sa propre maison.

À travers l'œuvre de Cormier, des siècles de présence française au Québec se joignent en un moment particulier de l'histoire : la vision rationnelle et scientifique qui avait présidé à la transformation de l'architecture européenne modifiée en profondeur l'éducation française et catholique à Montréal.

L'exposition définit le contexte pour le colloque *Cormier and his time / Cormier et son temps* qui se déroulera le 28 septembre prochain. Ce colloque, organisé par le Centre Canadien d'Architecture de concert avec l'Université de Montréal, réunira d'éminents chercheurs et historiens qui se pencheront sur l'environnement artistique et intellectuelle de Cormier et son milieu des années 1920 ainsi que leur relation avec des enjeux majeurs de l'art et de l'architecture d'aujourd'hui. ■

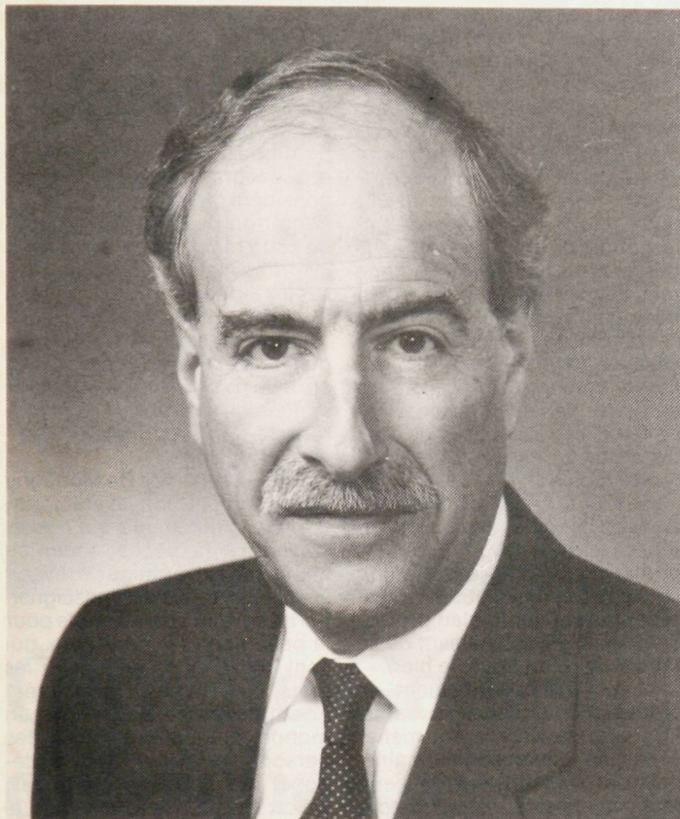
Source :
Centre Canadien d'Architecture

S O U M I S

CRÉATION DE MEUBLES

JEAN SOUMIS, ébéniste-designer

658-8089



De Montigny Marchand

Un « élu du gouvernement », qui fait preuve d'un dévouement total à son pays.

Claude Lamarche

En janvier 1990, De Montigny Marchand devenait sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada. Rien de moins que le grand chef de la diplomatie canadienne, immédiatement après Joe Clark, son patron, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. « Cette nomination, déclara-t-il, est pour moi une mar-

que de confiance extraordinaire au moment où les rapports Est-Ouest se transforment profondément et où le Canada doit définir d'importantes politiques internationales à long terme. »

Un poste de prestige, donc, convoité par tous ceux qui sont mêlés de près ou de loin à la politique. Particulièrement par ceux qui ont des allégeances

conservatrices, il va de soi. Or, De Montigny Marchand est loin d'être un conservateur; il est même un ancien employé de Pierre-Elliott Trudeau! Qu'importe la couleur. Il avait déjà fait ses preuves de compétence, d'honnêteté et de fiabilité. De dévouement et de loyauté à son pays aussi. Et c'est ce qui semble avoir convaincu M. Mulroney.

De Montigny Marchand a travaillé à l'Université de Montréal pendant plusieurs années. Adjoint au directeur des relations publiques, au secrétaire général et au recteur, il fut aussi secrétaire général de l'Université de 1967 à 1969.

Puis, il fit carrière comme haut fonctionnaire. Du ministère des Communications à celui des Affaires extérieures; de sous-ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources à ambassadeur du Canada aux Nations Unies, à Genève, où ils s'occupa alors des grands problèmes des Nations Unies concernant la santé, les réfugiés, l'éducation et le développement.

Droit et communication

De Montigny Marchand est avocat (droit 1959). « De père en fils. » Et, de père en fils, ils ne pratiquent pas le droit, faisant la preuve d'une génération à l'autre que le droit mène à tout. Il a aussi une maîtrise en communication de l'Université de Boston. « Ce que j'y ai appris me sert tous les jours. La communication est une partie inhérente à mon travail. »

Comme sous-secrétaire d'État (sous-ministre) aux Affaires extérieures, De Montigny Marchand chapeaute 125 missions réparties à travers le monde et dirige 4 000 employés.

Le Canada accorde beaucoup d'importance et d'énergie aux affaires extérieures. « Il est bien placé pour faire valoir ses intérêts et ses influences parce qu'il est un pays de souche européenne et de mentalité nord-américaine avec vocation pacifique. C'est une originalité sans prix dans les domaines du commerce, de la sécurité et de l'environnement. Nous avons une position remarquable pour jouer un rôle efficace dans les grands dossiers à caractère international. »

Le ministère canadien des Affaires extérieures a d'ailleurs été très actif ces dernières années et, depuis un an, il a eu l'occasion de faire valoir son leadership. Il suffit de mentionner ses dénonciations du printemps de Pékin et de la politique de l'apartheid, sa participation remarquée à la conférence des pays du Commonwealth en Malaisie (octobre 1989) et à celle des sept pays les plus industrialisés, à Houston (juillet 1990). « Le Canada a du succès en matière diplomatique. On dit que ses dossiers sont bien préparés, ses arguments bien étoffés et présentés avec tact et au bon moment. »

Deux rôles

La fonction de sous-secrétaire d'État comprend deux rôles bien différents.

D'abord, la responsabilité de gestionnaire. Un administrateur à la grandeur de la planète! Il doit savoir ce qui se passe dans chacune des missions canadiennes. Et on l'en informe: 125 télégrammes par jour sur sa table de travail.

Gérer veut aussi dire créer l'harmonie. Voir à ce que chacun soit heureux. Des gens servent le pays dans des milieux étrangers, souvent hostiles, loin de leurs. L'éloignement, l'ennui, la friction des mentalités.

« Ces problèmes influencent leur travail. Il faut en tenir compte. Il faut prendre le temps de les écouter, de les comprendre et de les soutenir. Créer dans chaque milieu de travail une atmosphère, un esprit de confiance qui fassent que ces gens parlent à l'aise de ces problèmes qui influencent leur gestion. Il faut qu'ils sentent que même à distance, ils ne sont pas seuls. »

Gérer c'est aussi évaluer le travail des gens. Aux Affaires extérieures comme ailleurs. Tout employé doit savoir si ce qu'il fait est productif ou pas. Un *feedback* du travail. Il n'y a pas d'autre solution pour le rendre efficace. « Le bon gérant doit être capable de stimuler, de féliciter et aussi de blâmer. »

Il doit veiller aussi à ce que « les troupes ne perdent pas leur enthousiasme, ni leur fraîcheur d'esprit ». Et cet aspect est particulièrement important pour

un ministère comme celui des Affaires extérieures où il y a un va-et-vient continu et où l'on passe d'un poste, d'une mission à l'autre. C'est souvent au moment où on a réussi à se familiariser à une fonction et à un milieu qu'il faut aller «servir» ailleurs.

Une formation particulière

«Ça prend beaucoup d'agilité mentale et professionnelle.» Un entraînement, une habitude aussi. Voilà pourquoi le ministère des Affaires extérieures («et il est le seul ministère à agir ainsi») a tendance à former lui-même ses gens. Deux ans à un endroit, trois ans à un autre. Secrétaire particulier à New York, attaché de presse à Milan, assistant au sous-ministre à Ottawa. D'un échelon, d'une nomination à l'autre, on apprivoise l'«instabilité», on cumule des expériences diverses, on fait le tour du jardin, on devient à l'aise et compétent partout et de plus en plus rapidement.

«Je suis l'exception qui confirme la règle. Je n'ai pas reçu ma formation du ministère des Affaires extérieures.» Une exception qui a tout de même fait ses classes comme ambassadeur, et ses preuves en tant que haut fonctionnaire, de gérant efficace et de conseiller recherché.

Le sous-secrétaire d'État a aussi la tâche de conseiller. Conseiller c'est donner un éclairage. C'est faire le tri des informations soumises par les spécialistes, c'est en privilégier certaines, en rejeter d'autres. C'est rendre le plus limpide possible une situation à son patron pour qu'il puisse prendre une décision efficace. «Et le ministre peut me demander de refaire mes devoirs parce qu'il n'est pas satisfait de l'éclairage que je lui donne. Et je refais mes devoirs!»

Comme un bon écolier docile? «Comme un employé honnête et fiable qui essaie de faire le mieux possible le travail qu'on lui demande. Je ne décide pas, je conseille.»

De Montigny Marchand ne répond pas de la politique étrangère du pays, il aide le ministre à en mieux répondre. Il n'est pas l'élu du peuple, il est l'élu du gouvernement. Un serviteur de

l'État. Qui accepte de changer de fonction, de passer d'une tâche reluisante à un poste humble, d'un «exil» à une promotion, d'un emploi modeste à un autre de prestige. Qui consent à changer de pays, à laisser habitudes, mentalité, amis, réussites et à essayer de s'adapter à un autre ailleurs inconnu, parfois hostile, et à recommencer à se faire une niche et à tenter de rencontrer les objectifs qu'on lui a fixés.

Nous sommes un «peu comme les vicaires d'autrefois qui, à la demande de l'évêque du diocèse, servaient trois ans dans une paroisse, deux ans dans une autre, et quatre ans dans une troisième. Ou comme ces militaires qui séjournent à une base et à une autre et qui essaient de remplir les missions que leur ont confiées leurs officiers supérieurs.» Des presque vœux d'obéissance!

Ne plus s'appartenir

De l'abnégation, de l'humilité, de l'«attachement contrôlé»... Mettre tout son cœur et son âme au travail mais les empêcher de prendre racine. Des hommes de service... qui ne s'appartiennent plus.

«Ne pas être maître de mon temps est probablement ce que je trouve le plus frustrant dans ce travail.» Être disponible en tout temps et en tout lieu, à l'édifice Lester-Pearson, à la maison, en voyage, au club de tennis. Des horaires bousculés, des rendez-vous annulés, des moments de détente abrégés, des vacances perturbées. «L'essentiel de mon travail est de gérer les affaires de l'État et je n'ai pas le loisir de gérer mon propre temps!» Une appartenance à l'État. Un sacerdoce! Au détriment de la vie de famille, de la vie de couple, de la vie personnelle. «C'est une frustration inhérente à la fonction. Il faut avouer que je m'y attendais en l'acceptant.»

Un travail fatigant aussi. De longues heures: un véritable tourbillon d'activités fait de rencontres, de téléphones, de consultations, de nouvelles, de rapports, de compte-rendus à lire, de réunions à animer, les unes prévues, les autres imprévues. De fréquents voyages à l'étranger (souvent éclairés) avec les incon-

venients des décalages horaires, de la vie passée dans les valises et du peu de temps de récupération et de repos.

Un travail frustrant à l'occasion, accaparant en tout temps mais un travail stimulant, dont on ne peut se passer. Une drogue? «Probablement! Il faut dire que j'ai toujours été obsédé par la notion de travail et du sens des responsabilités: un héritage reçu de mes grands-parents. En travaillant ainsi pour l'État, j'ai le sentiment de servir le pays. Je sais que ça fait *québécois* et *boycout*, mais c'est ainsi. Mon immense satisfaction me vient du fait d'être associé à des dossiers qui concernent les intérêts du Canada.»

Celui aussi d'influencer, de faire accepter des idées, de réussir. «Le Canada a du succès en matière diplomatique. Il reçoit souvent des félicitations. C'est très confortant sur le plan professionnel. C'est satisfaisant de se faire dire qu'on travaille bien.»

Le plaisir également de côtoyer des gens intéressants. «Ceux qui exercent leur métier avec une dimension humaine, qui n'ont pas perdu leur fraîcheur, leur naïveté et leur candeur, par opposition aux arrivistes, aux superambitieux, aux Rastignac qui manipulent le système à leur profit.»

De Montigny Marchand, haut-fonctionnaire, éminence grise qui a toujours œuvré dans les coulisses de la politique, qui n'a jamais fait de politique active, qui n'a jamais été sur la ligne de front. «Je suis trop orgueilleux, trop chatouilleux pour accepter d'être attaqué quotidiennement, d'être obligé de répondre à des questions insidieuses, de justifier le moindre geste et la moindre parole, de commenter, de déclarer. Je ne suis pas suffisamment agressif non plus.»

«Il reste que j'ai beaucoup d'admiration pour ces hommes et ces femmes capables de se soumettre à la discipline rigoureuse d'un parti et d'assumer le jeu démocratique. Faire de la politique active est une tâche aussi ingrate qu'exigeante. Je considère qu'on démontre beaucoup trop de cynisme à l'égard de cette fonction, cynisme qui a un effet malsain, entre autres, sur les jeunes qui sont amenés à la voir comme un métier sans valeur et sans intérêt. Il est urgent qu'elle soit réhabilitée sinon il y aura de moins en moins de personnes de qualité qui acceptent de se offrir pour l'assumer.»

L'avenir

Et l'avenir de De Montigny Marchand? «Mon avenir lointain? Ma deuxième vie? Aller souvent à la pêche, jouer au tennis sans être obligé de revenir à la hâte au travail, lire, enseigner. Écrire surtout. J'ai un faible pour la belle écriture, pour ceux qui sont capables de manipuler les mots, de s'en servir pour créer une atmosphère, pour édifier un monde, pour donner vie à des personnages, pour nouer et dénouer des intrigues. J'aimerais savoir écrire. Pour l'instant je me trouve tout juste habile à rédiger des bons mémos!»

Et je m'apprêtais à parler des conséquences de Meech sur la politique étrangère du Canada et du libre-échange avec les États-Unis, un an après, lorsque la secrétaire est entrée pour prévenir que l'ambassadeur du Japon et sa délégation étaient arrivés.

La récréation était terminée. La cloche avait sonné. Une cloche diplomatique!

Que pouvait-on y faire? Il avait promis d'être à son rendez-vous... et moi de ne pas toucher aux sujets politiques trop brûlants! ■

Rencontre Sélecte Plus inc.
L'agence professionnelle de rencontre

«...qui se distingue»
(514) 466-8653



Olivette Genest, défricheuse de la première heure

Pionnière de la *théologie au féminin*, Olivette Genest voit dans l'exégèse un moyen de décaper une éducation chrétienne parfois opprimante.

Josée Gauthier

Autrefois reléguées à leur cuisine, les Québécoises ont fait, au cours des 50 dernières années, des incursions mémorables dans les fiefs traditionnellement masculins. La patinoire s'est démocratisée. D'un côté de la glace, les entraîneuses de la première heure ont tracé la ligne pour les futures joueuses.

Parmi ces pionnières figure le nom d'Olivette Genest.

Seule professeure de carrière à la Faculté de théologie de l'Université de Montréal jusqu'à l'an dernier, Olivette Genest mérite à juste titre le qualificatif de défricheuse. L'une des deux premières étudiantes à s'être inscrites en théologie à l'Université

Laval en 1965, elle est aujourd'hui l'une des rares exégètes féminines. Le Québec ne dénombre en effet que trois femmes à pratiquer l'interprétation des textes bibliques alors qu'à l'étranger, elles se comptent à l'unité.

Deux femmes en théologie

Pour Olivette Genest, la théologie est la poursuite d'une recherche personnelle en philosophie de la religion. C'est en voulant assister à des cours en théologie fondamentale que M^{me} Genest apprenait la bonne nouvelle : les portes de la Faculté de théologie étaient dorénavant ouvertes aux femmes. Nous étions en 1965. Dès septembre, l'amphithéâtre de théologie faisait donc place à 125 robes noires» (les séminaristes portaient alors la soutane) et à deux femmes : sœur Ghislaine Boucher et Olivette Genest. L'événement était de taille car, jusque là, la «place des femmes» était cantonnée à la catéchèse.

«Je me souviens avoir rencontré des étudiantes de l'Institut de catéchèse qui m'invitaient à les rejoindre plutôt que de rester dans cette «vieille affaire poussiéreuse» qu'était selon elles la théologie.» À cette évocation, Olivette Genest s'empresse d'ajouter : «D'autres avant moi avaient ouvert les brèches les plus dures en ce qui concerne la

présence des femmes dans le monde scientifique et universitaire. Je n'ai donc pas eu à faire face ni à du mépris, ni à des incompréhensions ou impolitesse flagrantes. Il y avait sûrement un malaise, mais sans plus.»

De ses professeurs qui, sauf celui d'hébreu, étaient tous des prêtres, Olivette Genest n'en voit qu'un seul sceptique face à ses compétences dites féminines. Fait intéressant, elle a amorcé ses études en théologie à une période historique importante pour la discipline. On venait en effet de mettre de côté Thomas d'Aquin et, par conséquent, la scolastique. Il y avait du changement dans l'air... Quant à la société québécoise d'alors, elle donnait largement matière à réflexion avec sa Révolution tranquille et sa crise anti-cléricale.

L'apport de l'exégèse

Après un baccalauréat et une maîtrise en théologie à l'Université Laval, Olivette Genest s'est dirigée à l'Institut biblique de Rome pour son doctorat. Spécialiste en exégèse du Nouveau Testament, son sujet de thèse a porté sur les récits de la Passion. L'originalité de ses travaux réside dans l'application d'une méthode d'interprétation de textes alors méconnue dans le champ des études bibliques, soit la sémiotique. Pour la chercheuse, l'avantage de l'exégèse est qu'«elle permet de décaper une éducation chrétienne parfois opprimante et libère en fournissant des éléments plus positifs que ce qui a été accumulé par-dessus le texte.»

Des charismatiques et certaines dénominations protestantes prétendent que la Bible est d'une lecture universelle, ce contre quoi s'insurge Olivette Genest. «Voilà un texte écrit il y a vingt siècles, sur une période de dix siècles et dont les rédacteurs appartenaient à des civilisations proche-orientales fort différentes de la nôtre. Une lecture littérale de la Bible risque donc d'être truffée d'horreurs. À partir de certaines phrases de saint Paul, on peut par exemple s'élever contre tout ce qui est affectivité et relations sexuelles alors qu'il n'a pas la même acception du mot «chair» que nous dans le Québec du 20^e siècle»,



commente M^{me} Genest.

Voilà qui explique la variété de formation requise pour devenir exégète : connaissances des langues étrangères, études de civilisations anciennes et techniques d'explication de textes. Olivette Genest est donc familière avec l'hébreu, l'araméen, le grec et le latin. L'exégèse moderne s'étant développée du côté de la branche protestante allemande, l'allemand lui est aussi utile de même que l'anglais, langue des publications et des congrès internationaux.

Si les catholiques romains ont longtemps fait une lecture dogmatique de la Bible, l'aspect scientifique des études bibliques a, d'après M^{me} Genest, apporté la « neutralité ». Le texte est donc analysé dans son essence avec une perception contemporaine.

Jésus de Montréal : vrai ou faux ?

Au sujet des trouvailles exégétiques, la tentation est grande de faire référence à *Jésus de Montréal* de Denys Archand. Dans ce film, considéré par M^{me} Genest comme « un chef d'œuvre

malgré certaines bavures », une scène montre un professeur de la Faculté de théologie remettre au meneur de jeu un document qu'il affirme explosif sur les derniers résultats de l'exégèse. Un peu comme dans les catacombes, il lui passe le paquet de manuscrits sous le manteau car, dit-il, « la Faculté étant payée par le Vatican, on ne peut enseigner ça ».

« Voilà qui est pure fiction, affirme Olivette Genest. La Faculté est canonique, c'est-à-dire qu'elle a double charte ou double patron : l'Université de Montréal et le Vatican via l'Archevêché de Montréal. La Faculté est cependant administrée comme toutes autres : par le gouvernement, les taxes et les bienfaiteurs. Nous ne sommes aucunement brimés dans notre enseignement. Ce qui peut parfois arriver, poursuit la spécialiste du Nouveau Testament, c'est que les instances religieuses ne soient pas d'accord avec telle ou telle interprétation rendue publique. »

Comme il s'agit d'une faculté confessionnelle, l'Archevêché ou le Vatican pourrait alors

envoyer une lettre à l'intimé en arguant que ce n'est pas la position catholique. En Europe, un professeur a même été passible de suspension. M^{me} Genest voit là matière de régulation comme il en va de la Corporation des médecins ou du Barreau, responsables de l'éthique professionnelle.

Une faculté qui change

À son arrivée à la Faculté de théologie en septembre 1975, Olivette Genest était la seule professeure. Ses premières étudiantes se sont d'ailleurs dites étonnées de la voir vérifier un mot grec dans son Nouveau Testament. Au-delà d'habitudes de sociétés et de religions séculaires, une femme avait donc accès au savoir.

« Depuis environ un an, je suis moins exotique... au sens littéraire du terme, précise M^{me} Genest. Deux jeunes collègues, dont l'une de ses anciennes étudiantes et une troisième, chargée de formation pratique, sont en effet venues « perturber » les statistiques. Avec son 62% de présence féminine, le profil étudiant de la Faculté, lui, est tout autre. On y retrouve des femmes d'âge moyen guidées par un cheminement personnel, des « soutanes roses » (expression empruntée à Sarah Bélanger, *Les soutanes roses, portrait du personnel pastoral féminin au Québec*) avides de formation pastorale, des professeures de catéchèse en recyclage et des étudiantes début vingtaine.

Selon Olivette Genest, l'apport des femmes à la théologie est aussi énorme que celui des laïcs en général. Hors de l'ornière sacerdotale, ils et elles secouent librement les problématiques. Les femmes reprennent les questions fondamentales en soulignant, entre autres, leur exclusion de l'univers chrétien et en corrigeant certaines interprétations masculines.

« Pendant vingt siècles, explique Olivette Genest, la théologie chrétienne a été exclusivement faite par des hommes puisque réservée au sacerdoce. Aujourd'hui, des théologues connues apportent une autre façon de voir les choses. Mais il faut bien avouer que ces découvertes ne sont pas encore inté-

La Faculté des études supérieures annonce son

Ph.D. en sciences humaines appliquées

Ce nouveau Ph.D. interdisciplinaire vise à former des personnes qui souhaitent pouvoir intégrer les apports de plus d'une discipline et en appliquer les connaissances à la résolution des problèmes sociaux et individuels, tout particulièrement en matière de conception, planification et évaluation de politiques de programmes et d'interventions.

Il est fondé principalement sur l'apport de neuf départements et écoles de la Faculté des arts et des sciences : **anthropologie, criminologie, démographie, psychoéducation, psychologie, science politique, sciences économiques, service social et sociologie.**

Conditions d'admission :

Détenir une maîtrise dans une des disciplines ci-haut mentionnées ou l'équivalent. Une formation ou une expérience de recherche et une expérience de travail pertinente seront considérées. Les projets d'études des candidats doivent correspondre au caractère interdisciplinaire et appliqué du programme.

Date limite d'admission :

Le 1^{er} février 1991 pour septembre 1991.

Renseignements :

Mme Monique Morval
Coordonnatrice du Ph.D. en sciences humaines appliquées
Université de Montréal
C.P. 6128, succursale A
Montréal (Québec)
H3C 3J7

Tél.: (514) 343-7165



Nicole Desranleau *enr.*

Consultante en santé communautaire
et en santé sécurité au travail

FORMATION

CONSEILLÈRE
EN PROMOTION

DÉVELOPPEMENT
DE PROGRAMME

incluant le SIMDUT

5290 Joseph
Saint-Hubert, Québec
J3Y 2L2

Tél.: (514) 678-1458

Aquin, Chénard

avocats

François Aquin
Daniel Chénard

19 ouest, rue Le Royer, bureau 101
Vieux-Montréal, Qué., Canada H2Y 1W4
Téléphone: (514) 288-5390
Télécopieur: 288-2327

grées à la discipline... surtout si la théologienne s'affiche comme féministe!». Il est de fait rarissime de voir des travaux féministes être répertoriés dans les bibliographies remises aux étudiantes et étudiants.

Des questions controversées

À une Église magistérielle qui refuse l'ordination des femmes en s'appuyant sur des critères bibliques, l'exégète rétorque que « les textes bibliques ne démontrent aucun empêchement à ce qu'une femme soit prêtre. Mais que voilà bien le point névralgique de qui allie sacerdoce et pouvoir décisionnel. » Sans taxer l'Église officielle de mysoginie, M^{me} Genest estime qu'il y a plusieurs injustices que l'institution ne voit pas et signale qu'au plan de la question des

femmes, les évêques québécois sont courageusement en avance. La chercheuse ajoute que l'homosexualité et le divorce sont deux autres problématiques qui souffrent grandement d'interprétations textuelles de certains versets de la Bible.

Comme exégète, le champ de recherche d'Olivette Genest a toujours concerné le discours du Nouveau Testament sur la mort de Jésus. Elle vient d'ailleurs tout juste de terminer un congé sabbatique destiné à la rédaction d'un volume à ce sujet. La chercheuse rêve déjà (et depuis longtemps!) d'une autre publication portant sur les femmes dans la Bible.

À travers l'enseignement en exégèse, la coordination d'un séminaire pluridisciplinaire sur les femmes et les systèmes normatifs, la participation aux nom-

breux congrès *femmes et religions* et la rencontre annuelle de la Société des études du Nouveau Testament, la session prochaine réservera pourtant peu de temps aux nouveaux projets.

Parlant de demain, une Faculté de théologie a-t-elle un avenir dans une société aussi sécularisée que celle du Québec d'aujourd'hui? M^{me} Genest croit que oui car selon elle, « la Faculté aura toujours sa place dans le secteur des sciences humaines. Après avoir cru longtemps que le progrès et le développement scientifique suffisaient, les questions sur le sens de la vie refont surface. À ce titre, la théologie est un carrefour privilégié de réflexion », conclut celle qui y poursuit sa propre recherche philosophique. ■

DONNEZ-MOI DES AILES

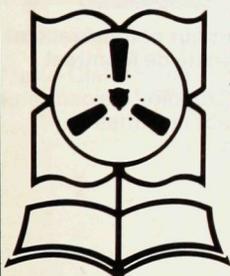


Marc-André Coalier

SAIETE
PARLES
EMANTS
HANGWAFES
IX QUES



2300 ouest, boulevard René-Levesque
Montreal (Quebec) H3H 2R5
Tel: (514) 937-6171



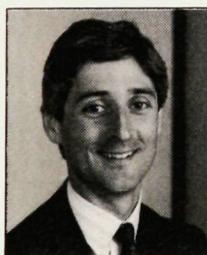
LA MAGNÉTOTHÈQUE

DES LIVRES-CASSETTES POUR LES AVEUGLES

Prix Raymond-Charette

DÉJEUNER-BÉNÉFICE

M. Claude Chagnon
Président
Vidéotron Ltée
Lauréat 1990



LA MAGNÉTOTHÈQUE

C'est aussi des journaux, des magazines lus en direct à quelques 25 000 personnes handicapées de la vue partout au Québec.

Depuis 5 ans ce service est offert grâce à la collaboration de VIDÉOTRON LTÉE.

C'EST UN RENDEZ-VOUS!

Jeudi 8 novembre à midi
Hôtel Reine-Élisabeth
Billet: 100\$

Réservation: 524-6831 ou 1-800-361-0635

*bleu banane
et rouge citron?*



LITHOGRAPHE IMPRIMEUR

Interweb
1623 BOUL. MONTARVILLE
BOUCHERVILLE
655-2801

interlitho
254, BENJAMIN-HUDON
VILLE SAINT-LAURENT
331-9760

vie de l'association

Les Diplômés de l'Université de Montréal Membres du Conseil d'administration Année 1989-1990



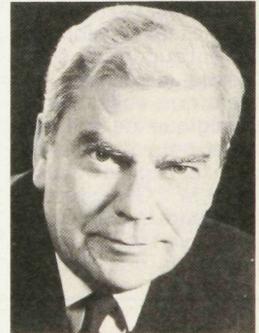
Premier vice-président

Christian Tremblay
Relations industrielles 76



Président

Louis Cyr
Informatique 73
H.É.C. 77



**Administrateur et représentant
de l'Université de Montréal**

Bernard Grégoire
Vice-recteur aux affaires
publiques



Vice-présidente (finances)

Danielle Dansereau
Traduction 78-80
Éducation permanente 83



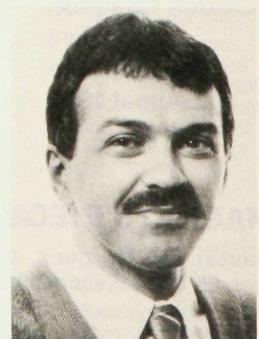
Vice-président (développement)

Robert Thérout
Optométrie 76



Vice-présidente (revue)

Marie Deschamps
Droit 74



Secrétaire général

Michel Saint-Laurent
Science politique 78
Éducation permanente 90



Administratrice

Marie-Claire Hélie
Pharmacie 61-62



Présidente sortante

Danielle Melanson, Ph. D.
Psychologie 72-73-88



Administratrice

Marie-Claude Gévry
H.É.C. 76-79



Administratrice

Manon Dufresne Dupras
Droit 56



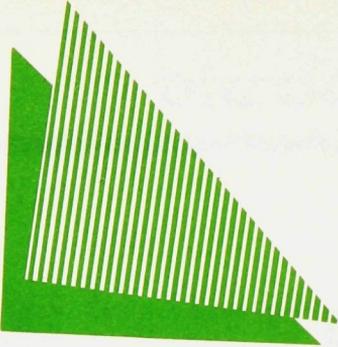
Administrateur

Jacques Gaumont
Informatique 73
H.É.C. 78
Polytechnique 78



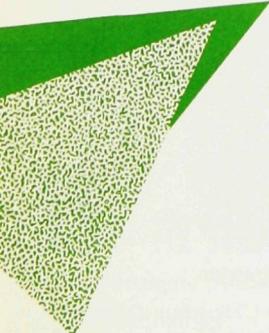
Administratrice

Jo-Anne L'Heureux-Giguère
Linguistique 77
Éducation permanente 77



17e soirée annuelle
des Diplômés
de l'Université
de Montréal
1965

LES DIPLOMÉS EN



Un 25e ça se fête!

Joignez-vous
aux retrouvailles du
25e anniversaire
de promotion
« 1965 »

Le vendredi 2 novembre 1990
Hall d'honneur
Pavillon principal
Université de Montréal
À 18 heures 30

Au programme
Cocktail
Remise des certificats honorifiques
Dîner et soirée dansante

Président d'honneur
Jean-Jacques L'Heureux
Droit 1956

Diplômés à l'honneur
Yves Beauchemin
Lettres 1965

Monique Bégin
Sociologie 1965

Serge Ménard
Droit 1965

Robert Panet-Raymond
Polytechnique 1965

Prix du billet
60\$ par personne
Table de 8

Réservations
(514) 343-6230

29e tournoi de golf des Diplômés

Le 29e tournoi de golf annuel des Diplômés de l'Université de Montréal a eu lieu le lundi 11 juin 1990, au Club de golf de la Vallée du Richelieu.

Le tournoi accueillait cette année plus de 100 golfeurs et

ce 29e tournoi a été un succès sur toute la ligne.

Par l'occasion qui nous est offerte, nous tenons à remercier d'une façon toute particulière M. Louis Dalbec (linguistique 73) qui s'occupe de notre tournoi



La gagnante du premier net féminin, Danielle Dansereau, en compagnie du président d'honneur, Marcel Pinsonnault Jr et de Louis Cyr.

golfeuses, diplômés des différentes facultés de l'Université de Montréal et de ses écoles affiliées, H.É.C. et Polytechnique.

Grâce à la complicité de dame nature qui nous a accordé du beau temps toute la journée,

depuis plusieurs années et dont la collaboration est très appréciée.

Merci, donc, aux participants, aux commanditaires, aux organisateurs et à l'an prochain.

LES GAGNANTS

Championnat masculin brut

Dr Gilles Lemieux
Médecine dentaire (1982)

M. Gilles Lanthier (1974)
M. Alain Archambault (1988)

Championnat féminin brut

Mme Marguerite Boivin-Nadon
Lettres (1968)

Premier net masculin

M. Guy Brousseau
H.É.C. (1975)

Faculté brut

Médecine dentaire

Dr Gilles Lemieux (1982)
Dr David Faucher (1987)
Dr Antoine Beaumier (1965)
Dr Jules Allard (1971)

Premier net féminin

Mme Danielle Dansereau
Linguistique (1978-1980)
Éducation permanente (1983)

Golfeur le plus honnête

M. Guy Archambault
F.A.S. (1965)

Faculté net

H.É.C.

M. Guy Brousseau (1975)
M. Bernard English (1979)

Golfeuse la plus honnête

Mme Mireille Laurin



Pierre Paquette, président de J. Meloche inc., remet un magnifique ensemble patio à Diane Lacasse.

Premier brut invité

M. Jean-Marc Ciot

Premier net invité

M. Gilles Legault

Les commandites du tournoi de golf

- Alcan
- Arthur Gagnon Sports
- Auberge des peupliers
- Auberge Ramada
- Banque Canadienne Impériale de Commerce
- Centre de massothérapie — CEPsum
- CEPsum
- Club de baseball Montréal ltée
- Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec
- Fédération des caisses d'économie Desjardins du Québec
- Fiducie Desjardins
- Groupe Sobeco inc.
- Holiday Inn Crowne Plaza

- Hôtel des Gouverneurs — Le Grand
- Hydro-Québec
- Imasco limitée
- J. Meloche inc.
- Lafarge Canada inc.
- La Presse
- Lavalin
- Le Château Champlain
- Le Château Montebello
- Le Groupe Jean Coutu (PJC) inc.
- Le Groupe Bovet



Danielle Melanson, présidente de l'Association, remet à Serge Pilon un superbe barbecue, une commandite du journal La Presse.

- Le Reine Élisabeth
- Louis Dalbec et associés
- Parfums Yves Saint-Laurent
- Parfums Christian Dior
- Pétrie Raymond
- Restaurant Hélène-de-Champlain
- Ritz-Carlton
- Somak International — distributeur des produits de beauté Sothys et Vivescence
- The Gazette
- Trust Général du Canada
- Via Rail Canada inc.

Message aux diplômés en bibliothéconomie

Si vous êtes bibliothécaire, travaillant dans un milieu autre que celui de la bibliothéconomie et que vous souhaitez participer à une étude portant sur les changements de carrière, veuillez communiquer avec :

Marlène Giguère, professeure
Université Concordia
Programme de bibliothéconomie
7079, avenue Terrebonne
Montréal (Québec)
H4B 1E1
(514) 848-2525

Avis de recherche

L'Institut d'urbanisme
de l'Université de Montréal
est à la recherche de ses
anciens et anciennes diplômé-e-s.

Téléphonez ou faites parvenir
vos noms et adresses à :

INSTITUT D'URBANISME
Tél.: (514) 343-6111 poste 8765

5620, rue Darlington
Montréal (Québec) H3T 1T2

Les diplômés de la Faculté de droit mettent en place leur Association



Dans l'ordre habituel, (1^{re} rangée) Me Claude Fabien (droit 65), l'Honorable Réjane Laberge-Colas (droit 51), Me Caroline Pillon (droit 83), Me José Bertrand (droit 86), Me André Lacombe (droit 74), Me Pierre Plourde (droit 87); (2^e rangée) Me Georges Wurtele (droit 66), Me Baudoin C. Côté (droit 87), Me Benoît Gaulin (droit 87-88).

Plus de 7 000 juristes disséminés un peu partout au Québec et dans le monde ont en commun un séjour entre les murs de la Faculté de droit de l'Université de Montréal. Ils sont majoritairement avocats et notaires, mais ils ont également toujours occupé des places prépondérantes dans la magistrature, le monde politique et le milieu des affaires. Ils forment à eux seuls la moitié du paysage juridique québécois.

Dernièrement, un petit groupe d'étudiants des promotions 1986, 1987 et 1988 a entrepris de mettre sur pied une association de diplômés destinée à maintenir bien vivants, voire à ranimer les liens qui auront pu se tisser sur les bancs d'école. Incorporée en novembre 1988, l'Association des diplômés de la Faculté de droit de l'Université de Montréal tenait sa première assemblée générale en juin dernier, alors qu'une centaine de personnes se retrouvaient dans le hall d'honneur du pavillon principal de l'Université. On a alors profité de l'occasion pour déposer le bilan de ses premiers mois d'existence, adopter ses règlements généraux et procéder à l'élection de son tout premier conseil d'administration. Celui-ci peut déjà s'appuyer sur un membership de plus de 450 membres et sur l'aide constante de la Faculté, du Fonds Maximilien-Caron, de l'Association

des étudiants en droit et de leur coopérative.

À long terme, on veut rapprocher tous les diplômés par l'organisation d'activités diverses susceptibles de favoriser l'augmentation du nombre de membres en règle. La cotisation a été fixée à 10\$.

Tout est encore à faire, mais si l'enthousiasme des fondateurs a pu se communiquer en très peu de temps à près de 600 personnes, et ce malgré de considérables difficultés, il n'y a vraiment pas de raisons pour que les années qui viennent ne permettent pas aux 7 000 juristes de se rappeler d'où ils viennent et de déterminer où ils veulent aller. Après tout, l'humain est le seul mammifère qui soit doté de racines...

Le tout premier conseil d'administration de l'Association des diplômés de la Faculté de droit de l'Université de Montréal est composé de :

- Me Pierre Plourde, président (droit 87)
- Hon. Réjane Laberge-Colas J.C.S., vice-présidente (droit 51)
- Me Georges Wurtele, vice-président (droit 66)
- Me André Lacombe, secrétaire (droit 74)
- Me José Bertrand, trésorier (droit 86)



MOLSON

DRY

Brassin extra-sec^{MD}

LE GOÛT DU CHANGEMENT

Jean-Claude Delorme est nommé président de la Caisse de dépôt et placement du Québec

Jean-Claude Delorme (droit 1959) vient d'accéder à la présidence de la Caisse de dépôt et placement du Québec, une des plus importantes institutions financières du Québec.

Auparavant, M. Delorme était président-directeur général de Téléglobe Canada, une filiale de Mémotec Data inc. depuis 1987. Rappelons également qu'il a été président de l'Association des diplômés de l'Université de Montréal de 1965 à 1967, puis en 1969-1970.

Pour souligner sa carrière exceptionnelle et son apport au rayonnement de l'Université, notre Association lui décernait, en 1983, l'Ordre du Mérite, qui représente la plus haute distinction de notre organisme.

Par ailleurs, en 1985, l'Université de Montréal remettait à M. Delorme un doctorat honoris causa.

À l'heure actuelle, M. Jean-Claude Delorme est, entre autres, membre du Conseil des



gouverneurs associés et membre du Conseil de l'Université de Montréal.

Jean-Claude Delorme est avantagement connu dans la communauté pour son implication dans différents organismes à caractère social, culturel et économique.

Les diplômés de médecine dentaire (1965) se retrouvent après 25 ans



Dernièrement, les diplômés de la promotion 1965 de médecine dentaire se sont réunis au manoir Saint-Sauveur pour souligner leur 25^e anniversaire de graduation. Plus de 80% des confrères étaient présents. Depuis leur graduation en 1965, ils se rencontrent régulièrement pour une fin de semaine tous les deux ans: activités sportives et conférence d'ordre professionnel sont au programme.

Pour commémorer leur 25^e anniversaire et souligner leur reconnaissance à l'endroit de leurs professeurs, ces diplômés ont proposé la création d'un fonds mis à la disposition de la Faculté de médecine dentaire dans le cadre du Fonds de développement de l'Université de Montréal. Ils espèrent que leur geste sera imité par d'autres promotions. Félicitations!

CONCOURS

Gâtez-vous!

3 000 \$ en prix

4 SÉJOURS

DE FIN DE SEMAINE
POUR 2 PERSONNES AU CENTRE
DE PLEIN AIR POHÉNÉGAMOOK

25 SACS À DOS

« UN JOUR »
DE CHLOROPHYLLE
HAUTE TECHNOLOGIE

ABONNEZ-VOUS !

Québec Science continue chaque mois de renseigner la population sur les plus récentes innovations technologiques et de lui faire découvrir de nombreux horizons scientifiques. Québec Science démystifie l'univers pour vous. Tous les sujets y sont traités. De plus, Québec Science est renommé pour sa rigueur et sa concision.



POUR UN AN

Abonnez-vous ou prolongez votre abonnement pour un an, et recevez **GRATUITEMENT** « Comment nourrir les oiseaux autour de chez soi » un guide pratique qui vous fera découvrir un passe-temps passionnant et instructif! Vous avez en plus **UNE CHANCE** de gagner l'un des prix du concours.

POUR DEUX ANS

En plus de recevoir le guide « Comment nourrir les oiseaux autour de chez soi », vous recevrez **GRATUITEMENT** « L'Étang, un milieu de vie », une superbe affiche murale en couleurs, un véritable cours de sciences naturelles! Vous avez en plus **DEUX CHANCES** de gagner l'un des prix du concours.

- Les bulletins de participation doivent nous parvenir au plus tard le 30 septembre 1990.
- Le tirage se fera le 5 octobre 1990 et les noms des gagnants seront publiés dans le numéro de novembre 1990 de Québec Science.
- Cette offre ne vaut que pour le Canada.

BON DE COMMANDE

VEUILLEZ REMPLIR EN LETTRES MAJUSCULES

NOM _____

ADRESSE _____

NUMERO RUE APP

VILLE PROVINCE

CODE POSTAL TELEPHONE

Chèque Mandat postal Visa Mastercard

Numéro _____

Date d'expiration _____ Signature _____

Libellez votre chèque ou mandat postal à l'attention de
QUÉBEC SCIENCE, C.P. 250, Sillery (Québec) G1T 2R1
Tél. : (418) 657-3551 poste 2854

Abonnement 1 an ⁴¹⁵
(10 numéros) 28 \$

Abonnement 2 ans ⁴¹⁵
(20 numéros) 49 \$

VOILE LIBRE À STE-LUCIE

Un séjour inoubliable de liberté, de voile et de découverte en compagnie de ceux que vous avez choisis, sur des magnifiques Pearson ou Irwin de grand confort!

- des tarifs avantageux pour 4 périodes de l'année !
- des équipements ultra-modernes et complets
- des itinéraires proposés
- navigation à vue, sécuritaire et agréable
- approvisionnement disponible sur demande



Programmes d'achat/gestion disponibles.

Communiquez avec
GUY BINETTE
HEC 1973

Tél.: (514) 982-6649
1- 800-363-6734

Fax.: (514) 982-6650

353, rue Saint-Nicolas,
bureau 315,
Montréal (Qc),
Canada H2Y 2P1

Centre de Rencontre

C.A.L.

L'amour véritable existe dans la mesure où la **Conscience** se développe... et le véritable **Amour** ne s'épanouit qu'entre des êtres qui sont **Libres**.

Conscience • Amour • Liberté



Nouvel âge

TESTS • ENTREVUES

Tél.: (jour/soir) 388-8313

Laisser vos rencontres entre les mains de professionnels...
Services offerts par des psychosociologues.

UNE FORCE MULTIDISCIPLINAIRE

Notre force, c'est d'offrir non seulement des services de vérification et de fiscalité, mais aussi une vaste gamme de services de consultation: organisation et ressources humaines, recrutement et réaffectation de cadres, consultation immobilière, évaluation d'entreprises, finance, informatique, ainsi que stratégie et marketing et gestion de l'information.



RAYMOND, CHABOT,
MARTIN, PARÉ

LA FORCE DU CONSEIL

Avis de changement d'adresse

Pour continuer à recevoir la revue *Les Diplômés*

Code permanent _____

Nom _____

Prénom _____

Nom de fille (s'il y a lieu) _____

Date de naissance _____

Faculté _____

Département _____ Promotion _____

Ancienne adresse _____

Bureau

Nom de la compagnie _____

Fonction _____

Adresse _____

Tél. _____

Résidence

Adresse _____

Tél. _____

Retourner à:

Les Diplômés
3750, Jean-Brillant, bureau 410
Montréal (Québec)
H3T 1P1

Message important

Vous désirez organiser un anniversaire de promotion? Nous pouvons vous aider à retracer vos collègues en vous fournissant des listes de diplômés. Pour tout renseignement à ce sujet, nous vous demandons de communiquer avec le secrétariat des Diplômés de l'Université de Montréal:

3750, rue Jean-Brillant
Bureau 410
Montréal (Québec)
H3T 1P1
Tél.: (514) 343-6230

Nous sommes à votre disposition pour vous aider à faire, de toute rencontre avec vos anciens collègues de l'Université, un véritable succès.

Soirée estrienne de reconnaissance

Sous la présidence d'honneur de

M. Daniel Mignault

Vice-président exécutif de la
Corporation de développement
économique de Bromont

**Joignez-vous aux diplômés
de l'Estrie pour honorer**

M. Pierre Comtois

Agronomie 1949

f.c.a.

Raymond, Chabot, Martin, Paré

Le vendredi 19 octobre 1990

à 19 heures

Au Chéribourg

Route 141 Nord

Magog

Au programme

Cocktail

Remise du certificat honorifique

Dîner dansant

Prix du billet

60\$ par personne

Table de 8 personnes

Réservations et informations

(514) 343-6230



Université de Montréal
Les Diplômés

3750, rue Jean-Brillant, bureau 410
Montréal (Québec)
H3T 1P1

CEPSUM

●
Plus de **100 activités**
différentes
●
Programmation pour les
enfants et les adolescents
●
Ouvert **7 jours** par semaine
●
Tarif d'abonnement **spécial**
pour les **diplômés**
●
Demandez notre
programmation
●
Accès direct par le métro
Station Édouard-Montpetit
●
INFORMATION: 343-6150

 Université de Montréal
Services aux étudiants
Service des sports



**BOURGEOIS, MARSOLAIS
& ASSOCIÉS C.A.**

50, Place Crémazie, Suite 910, Montréal, (Québec), H2P 2T6 Tél.: (514) 384-7430
10, rue de l'Église, C.P. 600, Labelle, (Québec), J0T 1H0 Tél.: (819) 686-3517

POUR CÉLIBATAIRES

- Club de gourmet et de voyages
- Souper hebdomadaire
- Demandez notre bulletin d'activités

**Gourmet
Rendez-vous**

(514) 595-3333
Claire Lebel

carnet

46 Camille Dagenais (polytechnique) recevait dernièrement le prix de la personnalité de l'année dans le domaine de l'énergie pour 1989. Ce prix est décerné par l'Association Pipeline Longitude 75°.

Jules Deschênes (droit) a été nommé compagnon de l'Ordre du Canada.

52 Bernard Lamarre (polytechnique) vient d'être nommé membre du Club des entrepreneurs du Conseil du patronat du Québec.



Bernard Lamarre

Pierre Goyette (H.É.C.) vient de se faire élire au Conseil d'administration du Trustco Général du Canada.

53 Yvan Desjardins (droit) s'est vu décerné, par l'Ordre des notaires du Québec, le prix Pierre-Duquet 1990.

Joan Clark (droit), associée senior de l'étude Ogilvy-Renault, vient d'être nommée vice-présidente exécutive de l'Association internationale pour la protection de la propriété industrielle, ayant été élue présidente du groupe canadien de l'Association qui tiendra son congrès mondial triennal à Montréal en juin 1995.

54 Marc Lalonde (droit) a été nommé compagnon de l'Ordre du Canada.

55 Paul Major (polytechnique) vient d'être nommé membre du Conseil d'administration de l'École polytechnique pour un mandat de quatre ans.

56 Yves Guérard (mathématiques) a reçu un doctorat honorifique en administration des affaires de l'Université Laurentienne

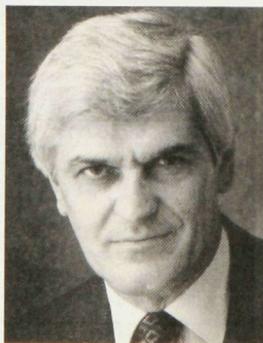
(Sudbury). Monsieur Guérard est président du Groupe Sobeco inc., une des plus importantes sociétés canadiennes de services-conseils dans les domaines de l'actuariat, des avantages sociaux, des ressources humaines et de l'informatique.



Yves Guérard

Antonio Lamer (droit) vient d'être nommé juge en chef de la Cour suprême du Canada par le Très Honorable Brian Mulroney.

57 Pierre Fortier (polytechnique) vient d'être nommé au Conseil d'administration de la Société de portefeuille du Groupe Desjardins Assurances générales. De plus, M. Fortier a été nommé au poste d'administrateur pour Trustco Desjardins.



Pierre Fortier

Jean Piérard (médecine vétérinaire) vient de se faire élire à la présidence de la Corporation professionnelle des médecins vétérinaires du Québec. Monsieur Piérard est professeur titulaire à la Faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal.

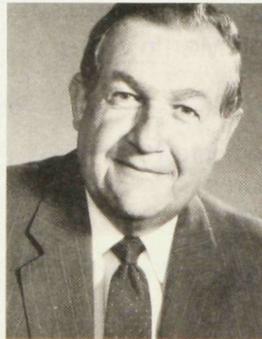
58 Maximilien Polak (droit) vient d'être nommé juge à la Cour

du Québec. Le juge Polak sera affecté à la chambre criminelle et pénale dans la division de Montréal.



Maximilien Polak

J.V. Raymond Cyr (polytechnique) vient d'être nommé au Conseil d'administration d'Air Canada.



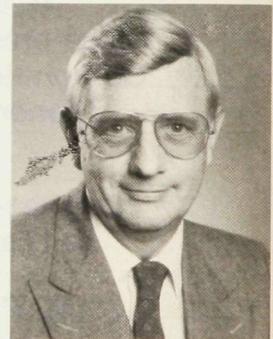
J.V. Raymond Cyr

59 Maryse Bertrand de Muñoz (philosophie et lettres 60) vient d'être nommée directrice du Département de littératures et de langues modernes à l'Université de Montréal.



Jean Piérard

Philippe Lefebvre (polytechnique), président du bureau d'ingénierie Pageau, Morel et associés inc., a été élu président de l'Association des ingénieurs-conseils du Québec (A.I.C.Q.) pour l'année 90-91. L'A.I.C.Q. regroupe quelques 240 firmes d'ingénieurs-conseils du Québec et plus de 9 000 employés.



Philippe Lefebvre

60 Raymond Lavigne (chimie) vient d'accéder au poste de directeur des affaires gouvernementales et professionnelles pour le Québec chez Upjohn du Canada.

Nicole Beaudoin-Sauvé (Arts, H.É.C. 78 et 85) vient d'accéder au poste de vice-présidente aux finances chez Papiers Perkins Itée.

61 Marc Gaudry (arts) recevait dernièrement le prix du Conseil de la recherche et du développement au transport pour souligner sa contribution remarquable au développement de la recherche en transport. Membre fondateur du Centre de recherche sur les transports, M. Gaudry en est le directeur adjoint depuis 1978. Il est de plus professeur titulaire au Département de sciences économiques de l'Université de Montréal depuis 1982.

Nicole Saint-Jean-Demers (nutrition) vient d'être élue à la présidence de la Corporation professionnelle des diététistes du Québec.

Jean-Claude Huot (polytechnique) a obtenu un doctorat d'État ès sciences en génie civil avec la mention *très honorable* de l'Institut national des sciences appliquées de Lyon et de l'Université Claude Bernard Lyon



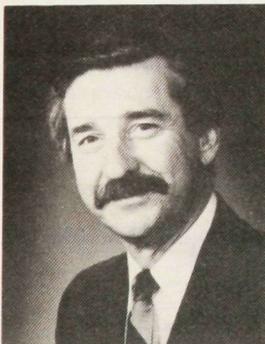
Jean-Claude Huot

Pierre Robert (pharmacie) vient de se mériter le prix Louis-Hébert 1990 décerné par l'Ordre des pharmaciens du Québec.

62 Jacques Gérin (polytechnique) vient d'être nommé président de Hatch et associés inc.

Jean-Louis Tétrault (droit) a été nommé vice-président aux affaires publiques et ressources humaines, et secrétaire corporatif pour BG Checo International Itée.

Le Dr Paul Cusson (médecine vétérinaire), président du Fonds du Centenaire, recevait en juin dernier la médaille de l'Université de Montréal en reconnaissance de son dévouement et de son implication au succès de la Campagne de souscription du Fonds du Centenaire qui a recueilli plus d'un million de dollars.



Paul Cusson

Marie F. Zielinska (bibliothéconomie), chef du biblioservice multilingue de la Bibliothèque nationale du Canada, vient de se mériter le *Leonard Wertheimer Multilingual Award* décerné par la *Public Library Association's (PLA)*.

Jean-Marie Lalande (polytechnique) vient d'être nommé vice-président au code de la sécurité routière à la Régie de l'assurance automobile du Québec.

Roxane Duhamel-Martin (technique médicale) vient d'être nommée au poste de vice-présidente à la planification et au marketing pour Radio-Québec.

63 Jacques Girard (droit) vient d'être nommé au conseil d'administration de la Presse Canadienne, organisme qui regroupe tous les journaux du Canada.

Yves Ouellette (droit) a été nommé membre de l'Académie des lettres et sciences humaines de la Société Royale du Canada.

Gilles Nadeau (H.É.C.) a été promu au poste de vice-président et administrateur, service aux entreprises chez McNeil, Mantha Inc.



Gilles Nadeau

64 Guy Dufresne (polytechnique) a été réélu président du Conseil de l'Association des industries forestières du Québec limitée.

René J. Desmarais (chimie) vient d'être nommé vice-président, région Québec, pour les services environnementaux Laidlaw.

Graton Roy (médecine vétérinaire) vient de se voir remettre le *Mérite Marcel Bourassa* par l'Association des médecins vétérinaires de santé publique du Québec.

66 Jean-Roch Vachon (sciences sociales) vient d'être nommé au Conseil d'administration de François Lespérance inc.

67 André Dubuc (sciences économiques) vient d'être nommé

au poste de président de Gestion Placements Desjardins.

Fernand R. Plante (H.É.C.) vient de se faire élire membre du Bureau de la Corporation professionnelle des administrateurs agréés du Québec. De plus, M. Plante vient de se faire réélire au Comité administratif de l'Ordre des denturologistes du Québec et à la présidence du Conseil d'administration du Centre d'accueil Foyer St-Marc.

Michel H. Gaucher (polytechnique) vient d'être nommé au Conseil d'administration de la compagnie Trust Royal.

68 Pierre Messier (droit et H.É.C.) a été nommé vice-président des affaires juridiques et corporatives chez Norsk Hydro Canada Inc.

69 Roger Hébert (relations industrielles) vient d'être nommé vice-président, administration pour Produits Forestiers Canadien Pacifique limitée.

Suzanne Bisailon (pharmacie 75 et droit 87) vient d'être nommée adjointe au vice-recteur aux affaires publiques à l'Université de Montréal.

Raymond Bachand (droit) vient d'être nommé vice-président, développement de l'entreprise, chez Culinar inc.

70 Claude Vadeboncoeur (droit) vient d'accéder au poste de vice-président, chef du contentieux et secrétaire de la compagnie Donohue.

Bernard Tremblay (H.É.C.) vient d'être nommé au poste de directeur du marketing pour le Groupe Commerce.

71 Robert Spickler (lettres) vient d'être nommé directeur général de l'Orchestre symphonique de Montréal.

Richard Bastien (sciences économiques) vient d'être nommé au Conseil d'administration de François Lespérance inc.

Louise Julien (sciences de l'éducation et orthopédagogie 78) vient d'être élue, pour un deuxième mandat, directrice du Département des sciences de l'éducation de l'Université du Québec à Montréal.

73 Paul de Montigny (polytechnique) vient d'être nommé au poste de vice-président régional de Médis Québec.

Louis Haeck (droit, théologie 78) se voyait remettre, dernière-ment, le prix d'excellence Pierre-Duquet décerné par la Chambre des notaires du Québec.

Yves Tarte (médecine vétérinaire) vient d'être nommé au poste de représentant des services vétérinaires professionnels pour l'est du Québec et le Nouveau-Brunswick chez Hill's Pet Products du Canada.

74 Gilles-E. Lanthier (H.É.C.) vient d'être nommé directeur du Fonds de développement de l'Université de Montréal.

Michèle Blouin (droit) vient d'être nommée juge au Tribunal canadien du commerce extérieur.

Céline Le Bourdais (éducation physique et démographie 79) vient d'être nommée à la direction du centre INRS — urbanisation (Montréal).



LÉVESQUE BEAUBIEN GEOFFRION INC.
1155, rue Metcalfe, Montréal (Québec) H3B 4S9

MARIE-CLAIRE HÉLIE, L. Ph. (pharmacie 61)
Courtier en placement

RÉVISION DE PORTEFEUILLE SANS FRAIS
Si vos actifs excèdent 100,000\$ demandez une révision écrite confidentielle

1-800-361-8838
Fax: (514) 879-5526

France Gascon (histoire de l'art), conservatrice en chef du Musée McCord, vient d'être élue à la présidence de la Société des musées québécois.

75 Laurent M. Joly (H.É.C.) vient d'être nommé au conseil d'administration de la compagnie Trust Royal.

Michel Labonté (urbanisme) vient d'être nommé vice-président au financement et trésorier pour Hydro-Québec.

76 Christian Tremblay (relations industrielles) vient d'accéder au poste de directeur corporatif aux ressources humaines pour Provigo inc.

77 Gilles Y. Derome (biochimie) vient d'être nommé au poste de directeur général de la division des services de santé pour Sandoz Canada Inc.

78 Pierre Donaldson (H.É.C.) est le nouveau président de Les

logiciels et services DUN et Bradstreet (Canada) limitée.

79 Luc Moussette (science politique) vient d'être nommé au poste de directeur de division responsable de la vente des produits domestiques sous emballage au Québec pour la compagnie Papiers Scott limitée.

84 Richard P. Poirier (droit) vient d'être nommé au poste de substitut du procureur général par le ministre Gil Rémillard.

85 Brigitte Morissette (sciences de l'éducation) vient d'être nommée présidente du Conseil d'administration de la garderie *Les petits trésors de Boisbriand*.

86 Jean Balthieu (médecine) vient de se mériter le prix d'excellence 1990 de la *Mayo Graduate School of Medicine* des États-Unis. Le prix lui a été attribué pour les qualités exceptionnelles qu'il a démontrées tout au long de sa résidence en médecine interne.

Décès

24 Elzéar Balthasar (médecine dentaire)

25 Albert Joannette (médecine)

26 Fernand Guertin (droit)

33 Lucien Benoit (H.É.C.)

34 Gustave Hébert (médecine)

36 Marcel Laflamme (polytechnique)

37 Lionel E. Fournier (médecine)

38 Urbain Diné (médecine vétérinaire)

39 Vianney Legendre (chimie, FAS 43)

47 René Robillard (médecine)

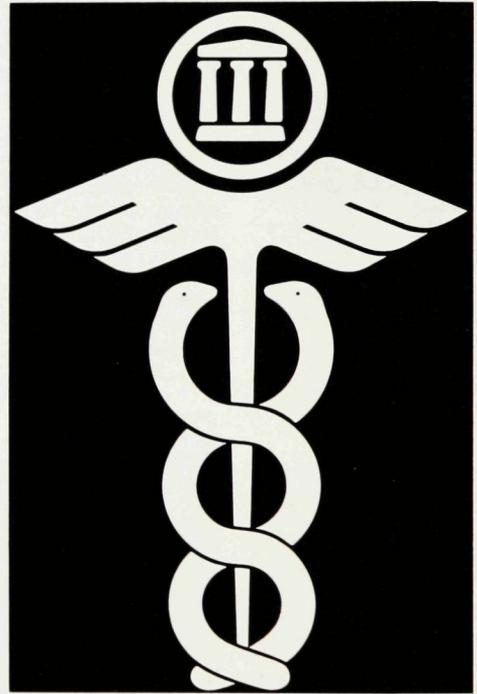
49 Jean O. Gratton (polytechnique)

52 Pierre Émond (pharmacie)

62 Marc Cantin (médecine)

83 Pierre Moreau (études françaises)

SQUIBB



ET LA
MÉDECINE

Mieux soigner, mieux servir

**PETRIE
RAYMOND**
COMPTABLES AGRÉÉS



Représentation internationale

INTERCONTINENTAL
ACCOUNTING
ASSOCIATES

1320, BOUL. GRAHAM, BUREAU 200
MONTREAL (QUEBEC) H3P 3C8

TÉLÉPHONE: (514) 342-4740 — TÉLÉCOPIEUR: (514) 737-4049

diplômés-auteurs



Comment immigrer aux U.S.A.

Larry J. Bekar
Droit 77
Éditions de Mortagne, 1989
194 pages

Les États-Unis sont un pays depuis longtemps considéré comme la Terre promise. La liberté et l'égalité qui y règnent incitent les immigrants à tenter leur chance sans être écrasés par le pouvoir et l'administration. Ce guide, d'une facture simplifiée, répond, en première partie, aux multiples interrogations que tout postulant se pose face aux démarches qu'il doit inévitablement entreprendre s'il veut immigrer aux États-Unis, peu importe le statut revendiqué.

Quant à ceux qui songeraient à investir en Floride, la deuxième partie de cet ouvrage pourra leur prodiguer les conseils juridiques les plus judicieux leur permettant en toute sécurité et connaissance de cause de faire fructifier leur capital dans ce chaleureux État du sud-est américain, terre d'accueil, chaque année, pour des millions de touristes.

La méthode éprouvée du Dr Alphonse Pâquet pour rendre votre bébé heureux

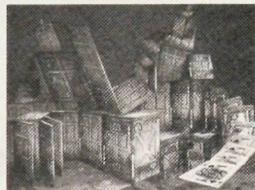
Alphonse E. Pâquet
Médecine 48
Éditions Libre Expression, 1989
154 pages, 14,95\$

Quarante années de pratique ont fait du docteur Alphonse Pâquet le pédiatre préféré de milliers de parents qui ont mis en application ses conseils et aussi sa célèbre méthode pour l'alimentation de bébé, de 0 à 12 mois. Sa vaste expérience, il la partage avec nous dans ce livre unique, fruit de nombreuses années consacrées aux soins des enfants et aux échanges avec leurs parents.

L'Homme du Cheschire

Michèle Marineau
Éducation permanente 88
Éditions Québec-Amérique, 1990
Roman qui s'adresse aux adolescents de 8 ans et plus.

NORMANDEAU



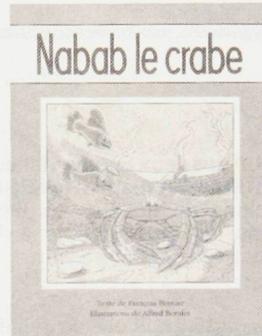
Lieux inouïs

Lieux inouïs

Robert Normandeau
Musique 88
Diffusion IMÉDIA
Distribution: Scandinavian Records Inc.

Disponible en disque compact, *Lieux Inouïs* comporte cinq œuvres du compositeur électroacoustique

Robert Normandeau: Jeu (1989), Mémoires vives (1989), Rumeurs (Place de Ransbeck) (1987), Matrechka (1986) et le Cap de la Tourmente (1985). Quelques-unes d'entre elles se sont méritées différentes récompenses internationales.



NABAB le crabe

François Bernier
Histoire 86
Alfred Bernier
Les Éditions d'Acadie Ltée, 1989
24 pages, 6,95\$
Livre illustré pour enfants.

Guide d'analyse des rêves

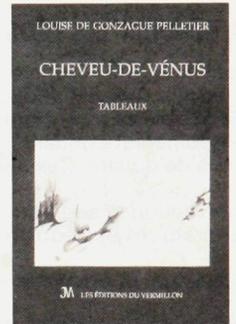
Thérèse-Isabelle Saulnier
Philosophie 70-74
Éditions Québec-Amérique, 1990
375 pages, 19,95\$

Ce livre ne s'attarde pas à faire l'éloge des rêves, et il n'embarasse pas non plus votre esprit de considérations «scientifiques» sur le cerveau et sur le sommeil; il aborde directement les rêves eux-mêmes et tente d'en découvrir le sens.

Il promet une méthode d'analyse des rêves enfin accessible au grand public, largement expliquée et illustrée par l'étude d'un bon nombre

de rêves; l'auteure présente le processus de raisonnement qui a mené à leur traduction, et non la traduction finale seule.

Ce livre vous soumet, pour les éléments qui se retrouvent le plus couramment dans les rêves une série de sens possibles et logiques parmi lesquels vous pourrez puiser ce qui correspond à vos propres perceptions.



Cheveu-de-Vénus

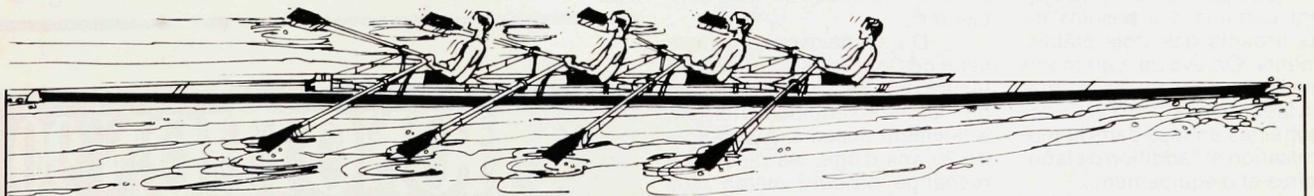
Louise de Gonzague Pelletier
Sciences de l'éducation 68
Les Éditions du Vermillon, 1990
67 pages

Cheveu-de-Vénus est une fantaisie en plusieurs tableaux poétiques.

Word Perfect simplifié

5.0 et 5.1
Patrick Mendes
Administration scolaire 89
Didier Mendes
Les Éditions Logiques, 1990
120 pages, 18,95\$

Premier guide d'apprentissage en français destiné aux utilisateurs et utilisatrices de la nouvelle version 5.1 du traitement de texte Word Perfect.



"Quand on veut plus que des experts-comptables..."

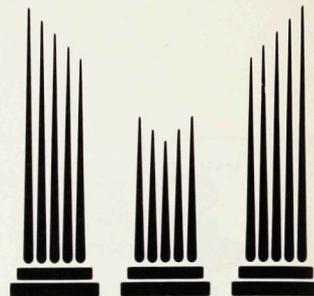


Comptables agréés

Les associés de votre gestion

PARTOUT AU CANADA ET DANS LE MONDE

RÉUSSIR ENSEMBLE



Les besoins les plus urgents

Les besoins de l'Université de Montréal et des deux Écoles affiliées sont grands. Bien que l'objectif minimum de la Campagne RÉUSSIR ENSEMBLE ait été établi à 50 millions de dollars, les trois établissements évaluent leurs besoins les plus urgents à 75 millions de dollars. Ces besoins se répartissent comme suit :

Modernisation et addition de laboratoires et d'équipements :	25,3 millions de dollars
Construction et rénovation :	22,5 millions de dollars
Établissement de jeunes chercheurs et création de chaires :	17,7 millions de dollars
Bourses d'excellence :	9,5 millions de dollars
Total des besoins les plus urgents :	75 millions de dollars

Laboratoires et équipements

L'informatique s'étend maintenant à toutes les disciplines. Les groupes de recherche sont de plus en plus polyvalents et multidisciplinaires. La révolution technologique accélère le vieillissement des équipements et des laboratoires.

Ces phénomènes accentuent certains des besoins les plus urgents des trois établissements. On évalue à au moins 25 millions de dollars les sommes qu'il faudra investir au cours des prochaines années dans la modernisation et l'addition de laboratoires et d'équipements.

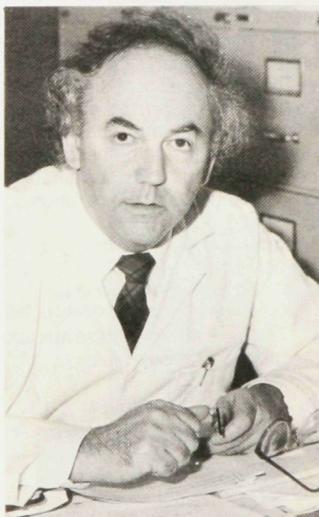
Les hauts standards déjà atteints ici dans plusieurs domaines de la recherche justifient pleinement cette priorité. Le niveau de productivité des chercheurs de l'Université et des Écoles est d'ailleurs reconnu par les organismes subventionnaires au Canada et au Québec. Pour maintenir ces standards, il est

essentiel de rester à la fine pointe des progrès de la technologie et des techniques d'apprentissage.

Les professeurs, les chercheurs et les étudiants doivent disposer des instruments indispensables à leur travail. Mais les ressources actuelles sont nettement insuffisantes ou déficientes.

Dans certains cas — comme celui des laboratoires et des cliniques de la Faculté de médecine dentaire — les équipements sont totalement désuets. Ayant plus de 20 ans d'âge, les pièces de rechange ne sont même plus disponibles.

L'amélioration de la qualité des laboratoires et des équipements fait partie intégrante de la stratégie de développement des trois établissements: attirer ici les meilleurs chercheurs et les meilleurs étudiants du Canada et d'ailleurs.



En recherche, il nous faut des laboratoires polyvalents

Dr Michel Bergeron

Le docteur Michel Bergeron est professeur titulaire et directeur du Département de physiologie de la Faculté de médecine de l'Université de Montréal. Il dirige, entre autres, d'importantes recherches de

pointe sur la régénération des cellules nerveuses. Ces travaux pourraient déboucher sur le traitement de la maladie d'Alzheimer, de la maladie de Parkinson et la réadaptation de la moelle.

« Ici même à l'Université, nous avons les chercheurs, nous avons les fonds de recherche, mais nos laboratoires ne sont pas aménagés adéquatement. Nous avons besoin de laboratoires plus vastes, plus polyvalents, mieux équipés et mieux aménagés pour intégrer les technologies nouvelles et accueillir les chercheurs. »

« Dans les conditions présentes, nous sommes bloqués sur la voie de l'excellence. Ce qui nous limite, ce n'est pas la qualité des cerveaux, c'est la vétusté des aménagements physiques. Il ne faut jamais oublier que nos chercheurs sont en concurrence avec ceux de grandes universités nord-américaines bien mieux équipées que nous. »

« Nous perdons un temps précieux à procéder à des aménagements de laboratoires dans des immeubles qui n'ont pas été conçus à cette fin. Ne l'oublions pas, le temps est un facteur essentiel en recherche. »

PHONOTHON 90

10^e anniversaire

12, 13 et 14 novembre

POUR VOUS... ET LES DIPLÔMÉS DE DEMAIN

De vos partenaires, vous exigez la disponibilité et la compétence.

De votre courtier d'assurances, vous exigez en plus une attention toute particulière. Chez Meloche, nous en sommes conscients. Vous pouvez nous joindre de 8 h 30 à 21 h, du lundi au vendredi et, en cas d'urgence, 24 heures par jour, 7 jours par semaine. Profitez aussi des facilités de paiement en 11 ou 12 mois, sans frais!

VOTRE ASSURANCE HABITATION

Des solutions intelligentes:

- une gamme d'options;
- pour les propriétaires occupants, la «SOLUTION UN MILLION» de L'OPTIMUM.

VOTRE ASSURANCE AUTOMOBILE

La performance même:

- franchise décroissant de 10 % par année consécutive sans accident;
- remplacement possible par un véhicule neuf de votre voiture sérieusement endommagée, si elle a moins d'un an au moment de l'accident;
- garantie de 12 mois sur les réparations et une voiture de courtoisie à votre disposition offertes par les garagistes/concessionnaires membres du réseau L'OPTIMUM, dans la région de Montréal.

- Jusqu'à 5 millions de dollars en responsabilité complémentaire des particuliers.

Le programme L'OPTIMUM est parrainé par:

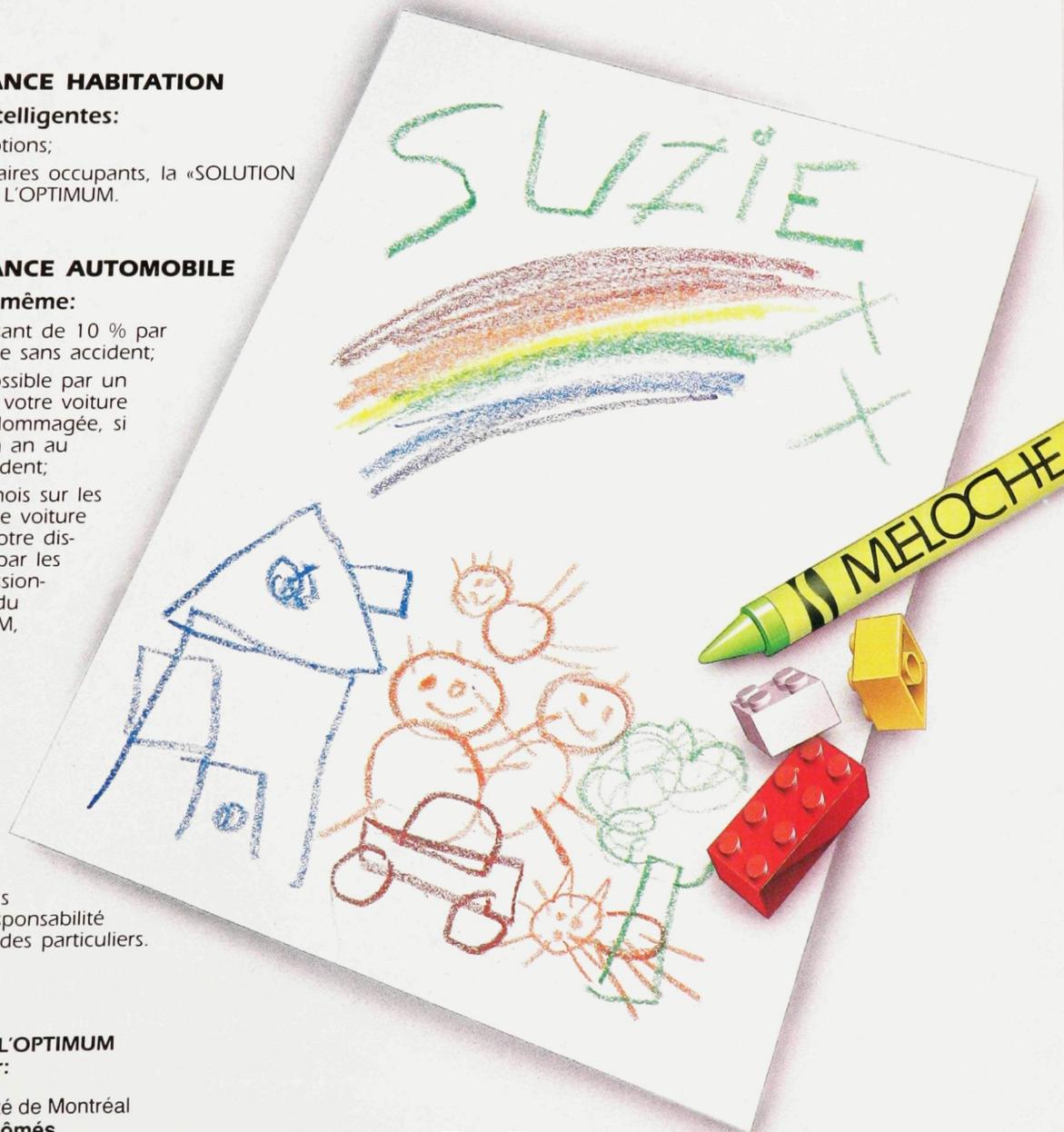


Université de Montréal
Les Diplômés

MELOCHE
courtiers d'assurances

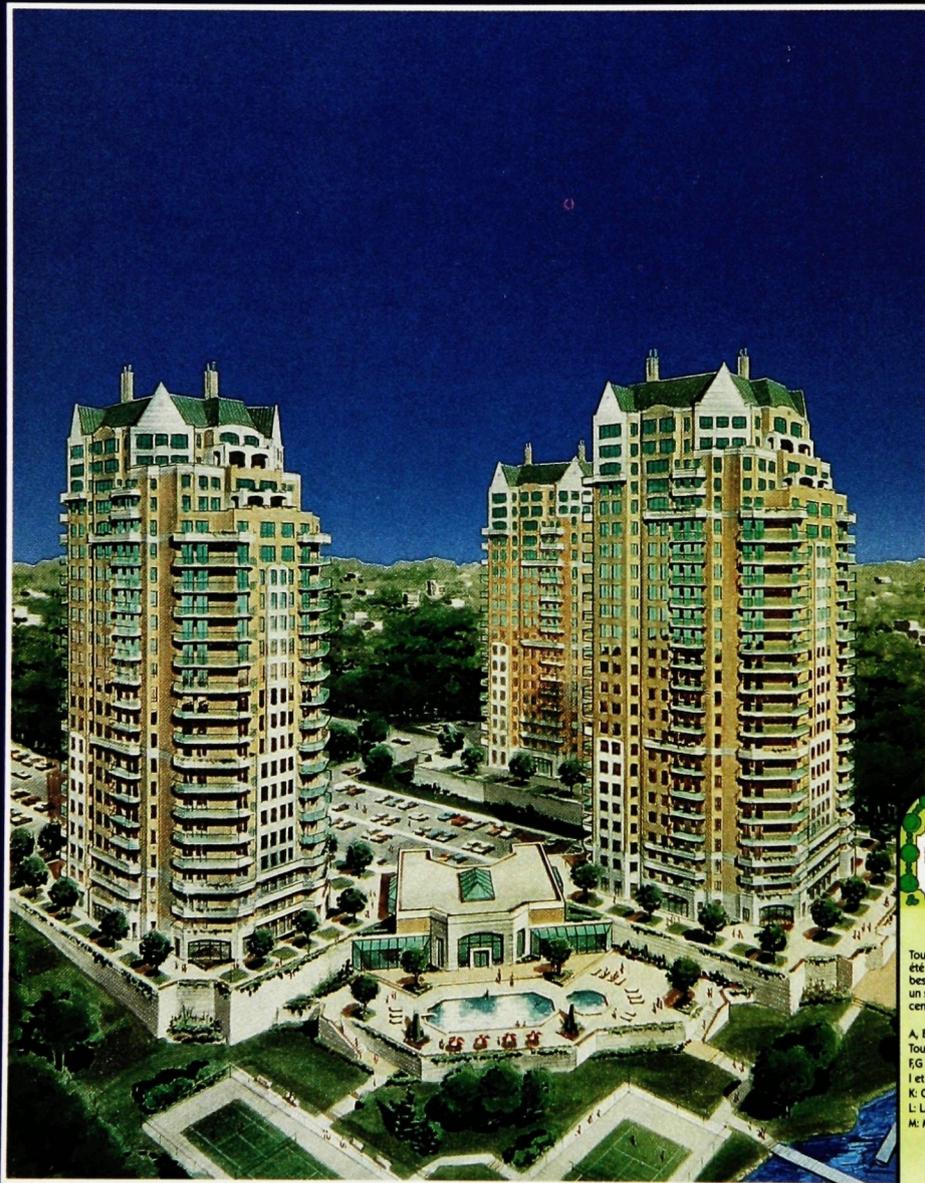
Offre en exclusivité le programme L'OPTIMUM

(514) 384-1112 1 800 361-3821 Télécopieur: (514) 385-2196



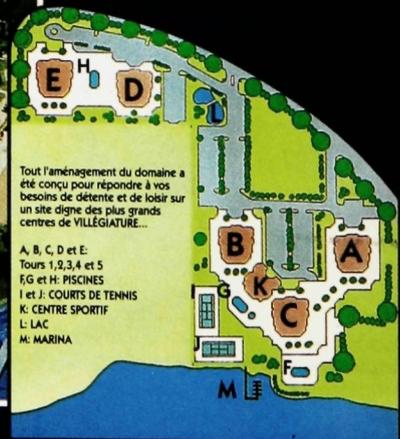
LUXE, CALME, CONFORT... Le Maritime

CONDOMINIUM



Un style de vie
HORS DU
COMMUN...
...ACCESSIBLE!

Des unités
attrayantes
dans un décor
de villégiature...
10 acres
de verdure
sur le bord
de la Rivière!...



	AUT 440	
AUT 13	BOUL LÉVESQUE	LE MARITIME
	RIVIERE DES PRAIRIES	
PONT LACHAPELLE	BOUL METROPOLITAIN	AUT 15

3160 boul. Lévesque ouest,
Chomedey, Laval

RENSEIGNEMENTS: (514) 686-0505

HEURES DE BUREAU:
du lundi au jeudi, 10h à 19h.
Les samedi et dimanche, de 13h à 17h.

Le Maritime